



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 01 du 15 janvier 2009

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- * sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr
- * aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 16 janvier 2009

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	3
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	3
CABINET DU PREFET	3
Bureau des affaires politiques	3
Extrait de l'arrêté du 5 décembre 2008 portant attribution de la médaille d'honneur des travaux publics - promotion du 1 ^{er} janvier 2009	3
Bureau de la communication	4
Nouvelle publication de l'extrait de l'arrêté du 19 décembre 2008 prescrivant l'habilitation et les tarifs des annonces judiciaires et légales pour 2009 (suite à une erreur matérielle de transmission, le texte publié le 31 décembre 2008 est erroné)	4
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES	5
Bureau de la citoyenneté	5
Elections prud'homales du 3 décembre 2008 - Liste des candidats élus	5
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES	7
Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement	7
Extrait de l'arrêté du 31 décembre 2008 autorisant les agents et mandataires de GRT gaz à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées pour procéder à des travaux topographiques en vue d'étudier le tracé d'une canalisation de transport de gaz pour la restructuration de l'alimentation de la distribution publique de la commune d'Atton	7
Extrait de l'arrêté modificatif du 13 janvier 2009 concernant le captage de Frouard	8
Bureau du management stratégique des services de l'Etat et des affaires financières	8
Arrêté n° 09.BMSSE.01 du 12 janvier 2009 accordant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture	8
Arrêté n° OSD0812 du 12 janvier 2009 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture	15
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES	17
Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité	17
Extrait de l'arrêté interpréfectoral n° 3457/2008 du 19 novembre 2008 (Vosges/Meurthe-et-Moselle) portant modification du siège du syndicat pour la reconstruction d'un centre d'incendie et de secours du Pays de Charmes	17
Extrait de l'arrêté du 31 décembre 2008 autorisant l'adhésion de la commune de Viéville-en-Haye au syndicat intercommunal d'électrification du secteur de Pont-à-Mousson	17
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY	18
Extrait de l'arrêté du 31 décembre 2008 autorisant la modification de la durée du syndicat intercommunal à vocation unique de la Vallée de l'Orne	18
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	18
AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE	18
Affaires financières	18
Extrait de l'arrêté n° 270/ ARH /2008 de la région Lorraine du 15 décembre 2008 constatant la créance exigible de l'établissement [MATERNITE REGIONALE - FINESS : 540000031]	18
Extrait de l'arrêté n° 271/ ARH /2008 de la région Lorraine du 15 décembre 2008 constatant la créance exigible de l'établissement [CH TOUL - FINESS : 540000049]	18
Extrait de l'arrêté n° 273/ ARH /2008 de la région Lorraine du 15 décembre 2008 constatant la créance exigible de l'établissement [CH LUNEVILLE - FINESS : 540000080]	18
Extrait de l'arrêté n° 274/ ARH /2008 de la région Lorraine du 15 décembre 2008 constatant la créance exigible de l'établissement [CH PONT A MOUSSON - FINESS : 540000106]	19
Extrait de l'arrêté n° 277/ ARH /2008 de la région Lorraine du 15 décembre 2008 constatant la créance exigible de l'établissement [CH BRIEY - FINESS : 540000767]	19
Extrait de l'arrêté n° 278/ ARH /2008 de la région Lorraine du 15 décembre 2008 constatant la créance exigible de l'établissement [CHU NANCY - FINESS : 540002078]	19
Extrait de l'arrêté n° 281/ ARH /2008 de la région Lorraine du 15 décembre 2008 constatant la créance exigible de l'établissement [SINCAL - FINESS : 540020112]	19
Extrait de l'arrêté n° 321/ ARH /2008 de la région Lorraine du 15 décembre 2008 constatant la créance exigible de l'établissement [CRLCC A VAUTRIN - FINESS : 540001286]	20
Extrait de l'arrêté n° 322/ ARH /2008 de la région Lorraine du 15 décembre 2008 constatant la créance exigible de l'établissement [MH BACCARAT - FINESS : 540000072]	20
Extrait de l'arrêté n° 323/ ARH /2008 de la région Lorraine du 15 décembre 2008 constatant la créance exigible de l'établissement [MH ST CHARLES NANCY - FINESS : 540000122]	20
Extrait de l'arrêté n° 325/ ARH /2008 de la région Lorraine du 15 décembre 2008 constatant la créance exigible de l'établissement [J. PARISOT BAINVILLE - FINESS : 540000668]	20
Extrait de l'arrêté n° 328/ ARH /2008 de la région Lorraine du 15 décembre 2008 constatant la créance exigible de l'établissement [AH BASSIN LONGWY - FINESS : 540001096]	20
Extrait de l'arrêté n° 329/ ARH /2008 de la région Lorraine du 15 décembre 2008 constatant la créance exigible de l'établissement [AH JOEUF - FINESS : 540001104]	21
Extrait de l'arrêté n° 345/ ARH /2008 de la région Lorraine du 15 décembre 2008 constatant la créance exigible de l'établissement [IRR - FINESS : 540009701]	21
DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	21
Protection sociale	21
Extrait de l'arrêté D.R.A.S.S. n° 2008-242 en date du 8 décembre 2008 portant agrément d'un Centre de santé polyvalent	21
DIRECTION REGIONALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE LORRAINE	22
Extrait de l'arrêté du 6 janvier 2009 notifiant la création de sections d'inspection du travail	22
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES	23
Service actions et établissements de santé	23
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/MH/MC n° 01481/08 du 16 décembre 2008 portant inscription de la Société Civile Professionnelle d'Infirmières SCP « FRUSTIN-VILLAUME » sise 10 rue de la Mairie à BAYON (54290) - Inscription n° 54-08-43	23
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/19-09 du 8 janvier 2009 portant agrément n° 174 de l'entreprise de transports sanitaires SARL AMBULANCES DES SALINES, 16 chemin de la Basse Taye - 54110 Rosières-aux-Salines	23
Service santé - environnement	24
Extrait de l'arrêté n° 1502 du 30 décembre 2008 portant modification de la liste des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST)	24
Service solidarité - autonomie	24
Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 1508 du 29 décembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Sainte Thérèse" de Ludres	24
Extrait de l'arrêté 2008 DDASS / SSA / N° 211 / DISAS / DIRECTION PA/PH N° 349 du 30 décembre 2008 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) Beau Site de Haroué après restructuration	25
Extrait de l'arrêté 2008 DDASS / SSA / N° 1002 / DISAS / DIRECTION PA/PH N° 391 du 30 décembre 2008 modifiant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) du centre de moyen séjour de Faulx	25
Extrait de l'arrêté 2008 DDASS / SSA / N° 1049 / DISAS / DIRECTION PA/PH N° 392 du 30 décembre 2008 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) Saint-Charles de Bayon	26
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET	26

Service économie agricole et aménagement foncier.....	26
Extrait de l'arrêté 08/393/DDAF/REMBT du 24 novembre 2008 clôturant les opérations de remembrement et ordonnant le dépôt des plans définitifs de Eulmont.....	26
Extrait de l'arrêté 08/394/DDAF/REMBT du 24 novembre 2008 portant modification des limites territoriales entre Eulmont, Agincourt, Bouxieres aux Chênes et Dommartin sous Amance	27
Service police de l'eau	27
Extrait de l'arrêté n° 54-2008-00139 du 18 décembre 2008 portant opposition à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement concernant le busage du ruisseau "le Viterne" sur le territoire de la commune de Viterne.....	27
Extrait de l'arrêté du 7 janvier 2009 autorisant et déclarant d'intérêt général le programme pluriannuel de restauration de la Mortagne et de ses affluents et de deux affluents de la Meurthe, des ruisseaux de l'Etang et de Laxat au titre du code de l'environnement	28
Service forêt, chasse et milieux naturels.....	30
Commission départementale de la chasse et de la faune sauvage - Formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles - Campagne 2008 - Séance du 19 décembre 2008.....	30
Extrait de l'arrêté n° 2008/471 du 19 décembre 2008 prononçant une application du régime forestier - commune de Saulxerotte	30
Extrait de l'arrêté n° 2008/472 du 19 décembre 2008 prononçant une application du régime forestier - commune de Selaincourt.....	31
Extrait de l'arrêté n° 2008/473 du 19 décembre 2008 prononçant une application du régime forestier - commune de Bernécourt	31
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES	31
Service santé et protection animales	31
Extrait de la convention du 4 décembre 2008 relative aux tarifs de rémunération des vétérinaires sanitaires qui exécutent les opérations de prophylaxie collective dirigées par l'Etat dans le département de Meurthe-et-Moselle.....	31
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE.....	33
Service environnement - eau et biodiversité	33
Extrait de l'arrêté du 8 janvier 2009 mettant en demeure le syndicat Intercommunal d'assainissement de l'Agglomération de Longwy à respecter le programme de travaux nécessaire à la mise en conformité de la collecte du système d'assainissement	33
AVIS ET COMMUNICATIONS	34
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	34
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	34
Service actions et établissements de santé	34
Avis de concours externe sur titres en vue du recrutement de 13 maîtres-ouvriers au Carrefour d'Accompagnement Public social de Rosières-aux-Salines	34
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT	34
Service aménagement, risques et urbanisme	34
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 18755 du 31 décembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Gorcy	34
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 20286 du 31 décembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Diarville	34
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 23260 du 31 décembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Courbesseaux.....	34
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 19999 du 12 janvier 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Vandoeuvre	34
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 8348 du 12 janvier 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Grimonviller	34
AUTRES SERVICES	34
HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY/LAY-SAINT-CHRISTOPHE	34
Avis de vacance de postes du 9 janvier 2009 dans le grade d'agent des services hospitaliers qualifié	34
HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3H SANTE DE CIREY SUR VEZOUZE	35
Avis de concours sur titres interne du 13 janvier 2009 pour le recrutement d'un cadre de santé à l'hôpital local intercommunal 3H Santé de Cirey-sur-Vezouze - décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié	35

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****CABINET DU PREFET***Bureau des affaires politiques***Extrait de l'arrêté du 5 décembre 2008 portant attribution de la médaille d'honneur des travaux publics - promotion du 1^{er} janvier 2009**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : La médaille d'honneur des travaux publics est décernée aux personnes suivantes :

Monsieur Jean-Pierre BORDG
Ouvrier des parcs et ateliers spécialiste
B ateliers
42 rue St André
57950 MONTIGNY-LES-METZ

Monsieur Jean-Pierre CHARDIN
Chef d'équipe d'exploitation principal
63-65 bd Lobau
54000 NANCY

Monsieur Gilbert DOGNON
Agent d'exploitation spécialisé des TPE
16 rue du Coney
70210 DEMANGEVILLE

Monsieur Jean-Marc FAVIER
Ouvrier des parcs et ateliers spécialiste
B ateliers
38 rue de la Libération
54530 PAGNY-SUR-MOSELLE

Monsieur Xavier GAUVAIN
Agent d'exploitation spécialisé des TPE
69 rue du Mont
54290 VILLACOURT

Monsieur Michel KIMENAU
Agent d'exploitation spécialisé des TPE
12 rue de la Gare
55800 NETTANCOURT

Monsieur Daniel MANIQUET
Agent d'exploitation spécialisé des TPE
Ecluse 34
88240 FONTENOY-LE-CHATEAU

Monsieur Pascal RUAUX
Chef d'équipe d'exploitation principal
Route de Selles
70210 PONT DU BOIS

Monsieur Michel RUCHET
Contrôleur principal des TPE
13 route de la Savonnière
54570 FOUG

Monsieur Bernard RULLIER
Chef d'équipe d'exploitation des TPE
111 rue de Bennevisse
88270 BOUXIERES-AUX-BOIS

Monsieur Christian SKWERES
Chef d'équipe d'exploitation des TPE
23 rue Principale
57070 CHIEULLES

Monsieur Dominique TRIOL
Agent d'exploitation spécialisé des TPE
17 rue Saint Maurice
54850 MESSEIN

Monsieur François VUYBERT
Chef d'équipe d'exploitation principal
1 impasse du canal
54570 LAY-SAINT-REMY

Monsieur René WETZ
Ouvrier des parcs et ateliers spécialiste
B ateliers
33 route de Distroff
57110 KUNTZIG

Monsieur Séverin NATALE
Chef d'équipe d'exploitation
23 route d'Errouville
54680 CRUSNES

Monsieur Claude NESSUS
Agent d'exploitation spécialisé
16 rue de Beauregard
54250 CHAMPIGNEULLES

Monsieur Gilbert WALD
Chef d'équipe d'exploitation principal
2 rue de l'exploitation
54360 BLAINVILLE SUR L'EAU

Monsieur Jean-Michel SUBLON
Contrôleur TPE
36 rue de Chazeau
54520 MALZEVILLE

Monsieur Luc POIRIER
Contrôleur principal des TPE
2 bd de l'Avenir
54510 TOMBLAINE

Monsieur Alain PARTY
Contrôleur divisionnaire des TPE
Allée Davout
54630 RICHARDMENIL

Monsieur Alain MAHLE
Contrôleur divisionnaire des TPE
11 grand rue
54740 LEMAINVILLE

Monsieur René CREPEY
Contrôleur principal des TPE
8 rue Jean Deschamps
54550 PONT SAINT VINCENT

Monsieur André FONTANA
CTRLD
1 chemin du haut des monts
54200 BICQUELEY

Monsieur Claude ALLIE
Agent d'exploitation spécialisé
3 rue François Guinet
54000 NANCY

Monsieur Philippe BERTRAND
5 rue de Crévic
54500 VANDOEUVRE

Monsieur Philippe CIRELLI
Chef d'équipe d'exploitation principal
27 rue Marcel Paul
54190 VILLERUPT

Monsieur Benoît FICHET
Chef d'équipe d'exploitation
2 rue Victor Hugo
54520 LAXOU

Monsieur Géraud GELLENONCOURT
Chef d'équipe d'exploitation
Route de Remereville
54110 HARAUCOURT

Monsieur Patrice HAZOTTE
Agent d'exploitation spécialisé
1 rue JM. Martin
54940 BELLEVILLE

Monsieur Bruno JACOB
Chef d'équipe d'exploitation
83 ter rue Jacques Callot
54550 BLAINVILLE SUR L'EAU

Monsieur Pierre LANG
Chef d'équipe d'exploitation
2 rue Comeille
54860 HAUCOURT

Monsieur Gilles MARCHAL
Chef d'équipe d'exploitation
3 place du point du jour
54122 CHENEVIERES

Monsieur Bernard MARMOLLE
Agent d'exploitation spécialisé
21 rue de la Vierge
54690 EULMONT

Monsieur François MARMOLLE
Agent d'exploitation spécialisé
12 rue de la Vierge
54690 EULMONT

Monsieur Philippe MARMOLLE
Agent d'exploitation spécialisé
10 bis rue de la Vierge
54690 EULMONT

Monsieur Jean-Claude CARNIAUX
Contrôleur principal
4 rue du Rivage
88390 SANCHEY

Monsieur Philippe NOURDIN
Contrôleur principal des TPE
4 rue des Myrtilles
88200 SAINT NABORD

Monsieur Jean-Marie SOUVAY
Agent d'exploitation spécialisé
4 rue de Turenne Longuet
88200 SAINT NABORD

Monsieur Christian MATHIEU
Chef d'équipe d'exploitation principal
11 lotissement Coteau Fruitières
88000 DEYVILLERS

Monsieur Jacques JEANNEY
Chef d'équipe principal des TPE
3 avenue d'Alsace
70290 CHAMPAGNEY

Monsieur Maurice GEORGEL
agent d'exploitation spécialisé
84 rue des Lilas
88100 SAINTE MARGUERITE

Monsieur Patrick DEJOUX
Chef d'équipe d'exploitation principal
88160 FRESSE SUR MOSELLE

Monsieur Jean-Pierre BELLAMY
Chef d'équipe spécialisé
5 rue de l'Abreuvoir bât 23
88200 ST ETIENNE LES REMIREMONT

Monsieur Patrick GOFFETTE
Chef d'équipe d'exploitation pal des TPE
10 la petite fin
55140 RIGNY LA SALLE

Monsieur Alfred VEDELAGO
Chef d'équipe d'exploitation principal des TPE
4 chemin des quatre vents
57570 BERG SUR MOSELLE

Monsieur Gabriel BASTIEN
Chef d'équipe d'exploitation des TPE
Allée des Philosophes
54250 CHAMPIGNEULLES

Monsieur Jean-Marc BEILL
Chef d'équipe d'exploitation principal des TPE
1 bis rue du Moulin
54450 FREMONVILLE

Monsieur Bernard BERG
Chef d'équipe d'exploitation des TPE
61 bis rue Jean Didier Brigeot
54123 VITERNE

Monsieur Claude BOURGEOIS
Agent d'exploitation spécialisé des TPE
6 rue de Naglemont
54200 DOMMARTIN LES TOUL

Monsieur Jean-Pierre CAPDEVIELLE
Agent d'exploitation spécialisé des TPE
11 rue Abbé Lenfant
54115 FAVIERES

Monsieur Gilles DESOTEUX
Agent d'exploitation spécialisé des TPE
5 rue Henri Poulet
54470 THIAUCOURT

Monsieur Christian DUCRET
Agent d'exploitation spécialisé des TPE
2 rue Carnot
54370 MAIXE

Monsieur Gilles FRANCHINI
Agent d'exploitation spécialisé des TPE
13 rue St Nicolas
54260 ALLONDELLE LA MALMAISON

Monsieur Auguste GAGLIANO
Chef d'équipe d'exploitation principal des TPE
22 rue du Dauphiné
54750 TRIEUX

Monsieur Régis GRANDJEAN
OPA spécialiste A
3 allée Paul Verlaine
54460 SAULXURES LES NANCY

Monsieur Daniel LABRIET
Agent d'exploitation spécialisé des TPE
Ferme bois le Comte
54119 DOMGERMAIN

Monsieur Daniel LALLEMENT
Contrôleur principal des TPE
16 allée des Acacias
54350 MONT SAINT MARTIN

Monsieur Guy LANGER
Agent d'exploitation spécialisé des TPE
3 rue sur l'Eau
54470 BOUILLONVILLE

Monsieur Jean-Paul LOIRE
Agent d'exploitation spécialisé des TPE
Rue Balland
54200 TOUL

Monsieur Claude LULIN
OPA maître compagnon
8 chemin de la ville
54360 HERIMENIL

Monsieur Christian MAITRE
Agent d'exploitation spécialisé des TPE
27 le Home
54700 PONT A MOUSSON

Monsieur Sylvain PERNOT
Chef d'équipe d'exploitation des TPE
32 rue de l'Echo
54330 HOUDREVILLE

Monsieur Joël PETIT
Agent d'exploitation spécialisé des TPE
2 rue de l'Eglise
54800 GONDRECOURT AIX

Monsieur François PY
Chef d'équipe d'exploitation des TPE
54930 GUGNEY

Monsieur Philippe RENAULT
OPA Maître compagnon
2 allée du Mont Cenis
54280 SEICHAMPS

Monsieur Michel TANDA
Contrôleur principal des TPE
43 rue Emile Binda
54750 TRIEUX

Monsieur Didier TREMLET
Contrôleur principal des TPE
Avenue de la Gare
54110 DOMGERMAIN

Monsieur Fiorino VEDELAGO
Chef d'équipe d'exploitation des TPE
9 rue de la Gare
54560 ANDERNY

Monsieur Alain WECKERLE
Chef d'équipe d'exploitation pal des TPE
29 rue de Bertrambois
54480 CIREY-SUR-VEZOUZE

Monsieur GANTOIS Denis
Chef d'équipe d'exploitation
70170 port sur saone

Monsieur Pascal FRERE
contrôleur principal des TPE
70000 VILLEPAROIS

Monsieur PETITPERRIN Michel
Agent d'exploitation spécialisé
18 rue du Card
70190 RIOZ

Monsieur MOUGEOT Bernard
Contrôleur divisionnaire
70800 CONFLANS SUR LANTERNE

Monsieur GAVIGNET Michel
Contrôleur
Chemin de Longeage
25320 CHEMAUDIN

Monsieur FUCHS Bernard
Contrôleur divisionnaire des TPE
4 rue Marcel Pagnol
68390 SAUSHEIM

Monsieur NAAS Francis
Contrôleur des TPE
6 rue de l'Hôpital
68500 guebwiller

Monsieur NIVLET Pascal
Contrôleur divisionnaire des TPE
13 rue de Bertschwiller
68500 BERRWILLER

Monsieur MOSER Daniel
Agent d'exploitation spécialisé
2 rue de Guebwiller
68260 KINGERSWEIM

Monsieur HORNY Léonard
Chef d'équipe d'exploitation
4 rue du Rossberg
68690 MOOSCH

Monsieur BRINGEL Christian
Agent d'exploitation spécialisé
Rue de l'Aérodrome
68170 RIXHEIM

Monsieur BRAND Michel
Chef d'équipe d'exploitation principal
17 rue de la Hardt Eschentzwiller
68440 HABSHEIM

Monsieur GESCHKE Richard
Contrôleur principal des TPE
37 rue Saint Urbain
67100 STRASBOURG

Article 2 : Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux intéressés ainsi qu'à M. le Ministre d'Etat, Ministre de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables.
Nancy, le 5 décembre 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Bureau de la communication

Nouvelle publication de l'extrait de l'arrêté du 19 décembre 2008 prescrivant l'habilitation et les tarifs des annonces judiciaires et légales pour 2009 (suite à une erreur matérielle de transmission, le texte publié le 31 décembre 2008 est erroné)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : L'arrêté du 20 décembre 2007 est abrogé par le présent arrêté.

Article 2 : Les annonces judiciaires et légales prescrites par le droit civil, les codes de procédure ou de commerce et par les lois spéciales pour la publicité ou la validité des actes de procédure ou des contrats seront, pour l'année 2008, insérées au choix des parties, dans l'un des journaux ci-après désignés :

POUR LE DEPARTEMENT

L'Est Républicain, rue Théophraste Renaudot - 54180 Houdemont
L'Est Républicain lundi, rue Théophraste Renaudot - 54180 Houdemont
Le Républicain Lorrain, 3 avenue des Deux Fontaines - 57140 Woippy - 57777 Metz cedex 09
Les Tablettes Lorraines des Sociétés et les Petites Affiches de l'Est Réunies BP.4 , 26, rue Gambetta - 54002 Nancy Cedex
Le Paysan Lorrain, 5, rue de la Vologne - 54520 Laxou cedex

Article 3 : Le tarif d'insertion de ces annonces est fixé à 3,69 euros hors taxe, la ligne contenant 40 signes du caractère corps six (typographe) ou sept (photocomposition).

Il est stipulé que, non seulement les caractères mais les signes tels que les virgules, points, guillemets, etc... et les intervalles entre les mots seront comptés pour une lettre.

Le titre principal ne comportera pas de caractère d'une hauteur supérieure à 24 points s'il s'agit d'une annonce sur une seule colonne, ou 42 points s'il s'agit d'une annonce à deux colonnes.

Les lignes du titre ne pourront être espacées entre elles de plus de 9 points, chaque titre et sous-titre pourra être suivi d'un filet de séparation du pied.

Si pour la tarification, le système métrique est substitué au système topographique, le prix du millimètre est fixé par équivalence à 1,64 euro hors taxe.

Article 4 : Les tarifs fixés à l'article 3 du présent arrêté seront réduits de moitié dans le cas prévu par la loi du 23 octobre 1984.

Seront insérées, dans les journaux, au tarif prévu au présent article, les annonces et publications qui seraient nécessaires pour la validité et la publicité des contrats et procédures dans les affaires suivies par application des lois des 29 novembre, 7 décembre 1850, 22 janvier 1851 et 10 juillet 1901, sur l'assistance judiciaire.

Article 5 : Le prix de l'exemplaire du journal destiné à servir de pièce justificative de l'inscription est fixé au tarif normal auquel s'ajoutera le droit d'enregistrement.

Article 6 : Les remises, par les directeurs de journaux habilités aux officiers ministériels, sont interdites. Toutefois, les directeurs de ces journaux pourront consentir aux officiers ministériels un remboursement forfaitaire des frais engagés limité à 10 % du prix de l'annonce.

Article 7 : M. le directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

Mme la première présidente de la Cour d'Appel de Nancy,

M. le procureur général près la cour d'appel de Nancy,

MM. les présidents des tribunaux de grande instance de Nancy et Briey,

MM. les procureurs de la République près les dits tribunaux,

MM. les présidents des tribunaux d'instance et de commerce du département,

M. le président de la chambre départementale des notaires,

MM. les directeurs des journaux habilités,

MM. les sous-préfets des arrondissements de Briey - Lunéville - Toul,

M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes,

et inséré au recueil des actes administratifs.

Nancy, le 19 décembre 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau de la citoyenneté

Elections prud'homales du 3 décembre 2008 - Liste des candidats élus

CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE NANCY

Collège employeurs

Section industrie

Liste - UNION DES EMPLOYEURS CGPME – FNSEA – MEDEF – UNAPL – UPA

M. MATHIEU Patrick - M. BERTRAND Michel - M. PINELLI Pascal - M. HOUILLON Pascal - Mme PATOUT, née VINEAU Catherine - M. BELLOCCHIO Jean-Marie - M. CLERC Jean-Jacques - M. GALLAND Joris - M. RAUCH Patrick - M. DOMINGUES René - Mme DUPONT, née BECKER Isabelle - M. LALLEMAND Paul - M. BONAL Hervé - M. GARDEUX Francis - Mme MANZANO-PEREZ, née PARIS Delphine - Mlle PETOT Sandrine

Section commerce

Liste - UNION DES EMPLOYEURS CGPME – FNSEA – MEDEF – UNAPL – UPA

Mme GOEDERT, née LINDEMANN Frédérique - M. GRELOT Christian - M. ROBERT Claude - Mme DAMM, née PETIT Chantal - M. ROCHER Jacques - Mme FLOQUART, née VERKERKE Pascale - Mme CASPAR Ginette, née PLOMTEUX HARTZ Ginette - M. BAGOT Patrick - Mme HARBOIS Marie-Claude - M. STEFFEN Jérôme - M. HAQUIN Bernard - M. BANDIN Pierre - Mme LALONDE Nathalie - M. GILLARD Claude - M. MOUROT Cédric - M. CHIRON, né CHIRON DE LA CASINIERE Loïc - M. MARIN Gérard - M. DECAMPS Roch - M. GERBER Jean-Pierre

Section agriculture

Liste - UNION DES EMPLOYEURS CGPME – FNSEA – MEDEF – UNAPL – UPA

M. DARDAINE Antoine - M. PEIFFER Guy - M. HENRY Jean-Jacques - M. MEYER François - M. THOMAS François

Section activités diverses

Liste – Employeurs de l'Economie Sociale : associations, coopératives, mutuelles, fondations

M. JAMBOIS Bernard - M. ALT Hervé - Mme PILLOY, née KRUMMENACKER Laëtitia - M. CHABRAN Jacques - M. REBILLON Michel

Liste - UNION DES EMPLOYEURS CGPME – FNSEA – MEDEF – UNAPL – UPA

Mme DAVANT, née BAULERET Véronique - M. NICOLLE Bernard - M. JUSNEL Jean-Marie - M. DAUL Jean-Paul - M. LEVY-LAMBERT Claude - M. MAROT Géraud - Mlle GODFRIN Anne

Section encadrement

Liste - UNION DES EMPLOYEURS CGPME – FNSEA – MEDEF – UNAPL – UPA

M. TSCHINSCHANG Georges - M. GRAISSE Jean - M. HEFTRE Denis - M. ILLES Denis - M. HAMARD Michel - M. LEOUTRE Gérard - M. REITER Dominique - M. GALLAND Jacques - M. SCHMENGER Christian - M. ALBINET Hugues - M. GIANESELLO Laurent - Mme PORCHER, née CHARPENTIER Brigitte

Collège salariés

Section industrie

Liste – La CGT- Une force à vos côtés

M. HOLZHAMMER Gérard - M. MALVASIO Alain - M. LHOMME Denis - M. ZUCCARINI Franco - M. BUSSET Joël - M. HEUTZEN Noël - M. BIEGEL Dominique - M. GIRON Hervé

Liste –CFTC - Pouvoir s'opposer, toujours proposer

Mme POGORELC, née GIARDINA Graziella - M. BECLIER Fabrice

Liste – AVEC LA CFDT, SE FAIRE RESPECTER

Mme PONCIONI, née BRAND Michelle - M. WALTER André - Mme POSO, née GRAMIS Franca - M. ADAM Robert

Liste – FO

M. ARNOULD Jean-Louis - M. BRONNER Roland

Section commerce

Liste – La CGT-Une force à vos côtés

Mme ENEL, née GOUDON Jocelyne - M. CHOURAQUI Thierry - M. CALDERARA Olivier - M. MONCEL Bruno - Mme SIDI-ALI, née THIRIET Corinne - M. MENDOLA Giovanni

Liste – Union Syndicale SOLIDAIRES

M. TERLE Francis

Liste – CFTC - Pouvoir s'opposer, toujours proposer

MME. LAROCHE, née GARCIA Maria - M. BOILEAU Eric

Liste – CFE-CGC Le + Syndical

M. BECK Pascal

Liste – UNSA-Union Nationale des Syndicats Autonomes

M. JEAN Yannick

Liste – AVEC LA CFDT, SE FAIRE RESPECTER

M. GASSMANN Franck - Mme BAIJOT Christine - M. LIBERT Olivier - M. GAILLARD Eric - M. KAESE Bruno

Liste – FO

M. BRICE Pascal - M. AMAN Jacques - M. MARICOT Pascal

Section agriculture

Liste – La CGT- Une force à vos côtés

Mme BERGER, née THIERY Véronique

Liste – CFTC - Pouvoir s'opposer, toujours proposer

M. VANDELVELDE Jean-Luc

Liste – UNSA-Union Nationale des Syndicats Autonomes

M. SIMONAIRE Alain

Liste – AVEC LA CFDT, SE FAIRE RESPECTER

Mme SCHOUTEETEN, née FRANCOIS Joëlle

Liste - FO

M. RUSCONI Daniel

Section activités diverses

Liste – La CGT-Une force à vos côtés

Mme VOINESSON Muriel - Mme MULLER Astrid - M. LAUNOY Didier

Liste – Union Syndicale SOLIDAIRES

M. PEDUZZI André

Liste – CFTC - Pouvoir s'opposer, toujours proposer

MME PAUL-MATHIEU Evelyne

Liste – UNSA-Union Nationale des Syndicats Autonomes

M. GARIN Thierry

Liste – AVEC LA CFDT, SE FAIRE RESPECTER

Mme PRADAT, née LEBON Laurence - M. BARREIRO BARBOSA Gil - Mme WERNER, née VIN Marie-Hélène - Mme ROMANN, née GUYOT Véronique

Liste – FO

Mme MAIETTI Marie-Angelina - M. LECLERE Patrice

Section encadrement

Liste - CFE-CGC Le + Syndical

M. POIRSON Henri - Mme MAHUT, née DENIS Séverine - M. DUPON Jean-Marc - M. BASTIEN Philippe

Liste – La CGT-Une force à vos côtés

Melle VENNEN Marie - M. BELLIVIER Thierry

Liste – UGICA CFTC - Pouvoir s'opposer, toujours proposer

Mme MUNTZ Corinne

Liste – UNSA-Union Nationale des Syndicats Autonomes

M. PETITCUENOT Jean-Louis

Liste – AVEC LA CFDT, SE FAIRE RESPECTER

M. GIACOMETTI Daniel - M. ADMANT Alain - Mme MANGINOT, née DEGERMANN Nicole

Liste – FO CADRES

M. GEOFFROY Marc

CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE LONGWY

Collège employeurs

Section industrie

Liste – UNION DES EMPLOYEURS CGPME – FNSEA – MEDEF – UNAPL – UPA

Mme RIQUET, née WOJCIK Marie-Léocadie - M. CARRADORI David - M. AMBROSI Italo - M. MARCHAL Joël - M. PARENTELLI René - M. de PLANCHARD de CUSSAC Gabriel - M. SCHMITT Gilles - M. RONDEL Jacques - M. GIROUX Michel

Section commerce

Liste – UNION DES EMPLOYEURS CGPME – FNSEA – MEDEF – UNAPL – UPA

Mme RENAUDIN, née LAURENT Marie-France - Mme RENZI, née CORDIER Véronique - M. SERVAGI Pierre - M. DUBUR Michel - Mme BERAUT, née CHILA Céline - M. MEGHIRA Magid - Mlle HUNTZINGER Karine - M. LIEGEOIS Eric

Section agriculture

Liste – UNION DES EMPLOYEURS CGPME – FNSEA – MEDEF – UNAPL – UPA
M. BRETNACHER Alain - M. DIEUDONNE Jean - M. MEDER Michel - M. COURTY Robert - M. LEGENDRE Claude

Section activités diverses

Liste – Employeurs de l'Economie Sociale : associations, coopératives, mutuelles, fondations
M. BURY Michel - M. LAGAUCHE René

Liste – UNION DES EMPLOYEURS CGPME – FNSEA – MEDEF – UNAPL – UPA
Mlle HILBERT Marie-Pascale - M. MURGIA Saverio - M. ROUSSELLE François

Section encadrement

Liste – UNION DES EMPLOYEURS CGPME – FNSEA – MEDEF – UNAPL – UPA
M. VERDINI Alain - M. WALLERICH Justin - M. WINCKERT Patrick - M. SCHMITT Philippe - M. MACYK André

Collège salariés

Section industrie

Liste – La CGT-Une force à vos côtés
M. VERDUN Patrice - M. DAUTREAUX Claude - M. MESLEM Philippe - M. VAL Noël - M. DEGLI-ESPOSTI Michel - M. SIBILLE Didier

Liste – CFTC - Pouvoir s'opposer, toujours proposer
M. RODRIGUES Mario

Liste – AVEC LA CFDT, SE FAIRE RESPECTER
M. CREMASCHI Denis

Liste - FO
M. COLLIGNON Daniel

Section commerce

Liste – La CGT-Une force à vos côtés
M. BORRUTO Francesco - Mme NAVACCHI, née ANDRE Sylvie - M. MELONI Yves - M. STRAPPAZON Sylvain - Mme FABECK Régine

Liste – AVEC LA CFDT, SE FAIRE RESPECTER
M. FARNIER Jean-Luc - M. MARCHAL Philippe

Liste - FO
M. PELINI Alexandre

Section agriculture

Liste –La CGT-Une force à vos côtés
M. EVRARD Daniel

Liste – CFTC - Pouvoir s'opposer, toujours proposer
M. LUX Frédéric

Liste – AVEC LA CFDT, SE FAIRE RESPECTER
M. JAMIN Philippe - Mme DEBERDT Christelle - M. DEVAUX-YANGADA Timoleon-Justin

Section activités diverses

Liste – La CGT-Une force à vos côtés
Mme MARTIN, née TRINOLI Marcelle - Mme LEJEUNE, née SUY Chantal - Mme SALVI, née DIDRY Marie-Pierre

Liste – AVEC LA CFDT, SE FAIRE RESPECTER
Mme NIVLET, née LANDOLPHE Annie

Liste - FO
Mme PORTAILLER Francine, née STROTZ

Section encadrement

Liste – CFE-CGC Le + Syndical
Mme SAUVAGE, née D'ASCENZO Sylvie - M. TESTA Michel - Mme CUVILLON, née ANNECCA Elise

Liste – La CGT-Une force à vos côtés
M. SCHMITT Gérard
Liste – AVEC LA CFDT, SE FAIRE RESPECTER
M. ZANARDO Bernard

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES*Bureau de l'aménagement du territoire et de l'environnement*

Extrait de l'arrêté du 31 décembre 2008 autorisant les agents et mandataires de GRT gaz à pénétrer dans les propriétés publiques ou privées pour procéder à des travaux topographiques en vue d'étudier le tracé d'une canalisation de transport de gaz pour la restructuration de l'alimentation de la distribution publique de la commune d'Atton

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant qu'il importe de faciliter les études sur le terrain du projet dont il s'agit ;

ARRETE

Article 1^{er} : Les agents et mandataires de GRT gaz, ainsi que les agents des entreprises travaillant pour son compte, sont autorisés à procéder aux travaux de piquetage et de topographie nécessaires à l'étude du tracé d'une canalisation de gaz destinée à restructurer l'alimentation du poste de la distribution publique d'Atton.

A cet effet, sous réserve du droit des tiers, ils pourront pénétrer dans les propriétés publiques et privées, closes ou non closes (sauf à l'intérieur des maisons d'habitation) et dans les zones boisées, y planter des balises, y établir des jalons, piquets et repères, y pratiquer des sondages, fouilles et coupures, y exécuter des ouvrages temporaires et y faire des abattages, élagages, ébranchements, nivellements et autres travaux ou opérations que les études ou la réalisation du projet rendront indispensables.

Les opérations ci-dessus seront effectuées sur la commune d'Atton.

Article 2 : Chacun des techniciens et agents chargés des études et travaux sera muni d'une copie du présent arrêté qu'il sera tenu de présenter à toute réquisition.

Article 3 : Dans les propriétés closes, l'introduction des techniciens et agents susvisés n'aura lieu qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 5 de la loi du 29 décembre 1892.

Article 4 : Il ne pourra être abattu d'arbres fruitiers, d'ornement ou de haute futaie avant qu'un accord amiable ne soit établi sur la valeur ou qu'à défaut de cet accord, il ait été procédé à la constatation contradictoire destinée à fournir les éléments nécessaires à l'évaluation des dommages.

Article 5 : Les indemnités qui pourraient être dues pour dommages causés aux propriétés par les agents chargés des études seront à la charge de GRT gaz. A défaut d'accord amiable, le litige sera porté devant le tribunal administratif.

Article 6 : Il est interdit de troubler, de quelque manière que ce soit, l'exécution des travaux, ainsi que d'arracher ou de déplacer des balises, piquets, jalons, bornes, repères ou signaux placés par les agents chargés des études.

Article 7 : Monsieur le maire de la commune d'Atton, monsieur le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, les gardes champêtres et forestiers, les propriétaires et les habitants des communes dans lesquelles les études seront faites, sont invités à prêter aide et assistance aux techniciens ainsi qu'au personnel effectuant les études et travaux.

Ils prendront des mesures nécessaires pour la conservation des balises, jalons, piquets et repères servant au tracé.

Article 8 : Le présent arrêté sera périmé de plein droit s'il n'est pas suivi d'exécution dans les six mois de sa prise.

Article 9 : Il devra, dès réception, être affiché aux endroits habituels dans la commune citée à l'article 1^{er} dont le maire adressera immédiatement à la préfecture un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité.

Article 10 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 11 : Le Secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement, le maire de la commune d'Atton et le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au directeur départemental de l'équipement, au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt et au directeur de GRT gaz.

Nancy, le 31 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté modificatif du 13 janvier 2009 concernant le captage de Frouard

Arrêté du 13 janvier 2009 modifiant suite à une erreur matérielle, l'arrêté préfectoral du 6 novembre 2008 relatif à la dérivation et l'établissement des périmètres de protection de la source de Bellefontaine à Champigneulle, de la Galerie du Hardillon à Frouard et du Puits de la Duchesse à Liverdon par la commune de Frouard en communes de Champigneulle, Frouard, Laxou, Liverdon et Maxéville qui ont été déclarés d'utilité publique et à l'autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

L'arrêté préfectoral est consultable dans son intégralité, en préfecture de Meurthe-et-Moselle (bureau de l'environnement et de l'aménagement du territoire), à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales (service santé environnement) et en mairies de Champigneulle, Frouard, Laxou, Liverdon et Maxéville.

Bureau du management stratégique des services de l'État et des affaires financières

Arrêté n° 09.BMSSE.01 du 12 janvier 2009 accordant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

Vu les lois n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et n° 2004.809 du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu le décret n° 86-351 du 6 mars 1986 modifié par le décret n° 90-302 du 4 avril 1990, le décret n° 2006.666 du 6 juin 2006 et les arrêtés n° 88-2153 du 8 juin 1988, n° 88-3389 du 21 septembre 1988, n° 89-2539 du 2 octobre 1989 et les arrêtés du 4 avril 1990 et l'arrêté du 26 octobre 2006 portant charte de la déconcentration en matière de gestion des personnels relevant du ministère chargé de l'urbanisme, du logement et des transports ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté conjoint du Ministre d'Etat, Ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire et du Ministre de l'Agriculture et de la Pêche, en date du 12 décembre 2008, nommant Monsieur Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, en qualité de directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1^{er} janvier 2009 ;

Vu la circulaire n°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;

Vu l'arrêté n° DDEA/2008-01 du 8 décembre 2008 portant création et organisation de la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition du secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1^{er} : Délégation de signature est donnée à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, à l'effet de signer, dans le cadre de ses attributions, les décisions suivantes :

N°	NATURE DE LA DELEGATION	REFERENCES
A1 a1	1 – ADMINISTRATION GENERALE a) Personnel de l'Etat * Recrutement Concours locaux organisés pour le recrutement d'agents d'exploitation des travaux publics de l'Etat et des chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat. Actes concernés : arrêtés d'ouverture des concours, arrêtés de constitution des jurys, arrêtés portant sur les commissions locales d'examen pour les concours de chefs d'équipe.	Loi n° 83.634 - Art. 13 du 13 juillet 1983 modifiée Loi n° 84.16 - Art. 19 du 11 janvier 1984 modifiée Arrêté du 14 août 1991 - Art. 1, 4, 7 - Arrêté du 23 mars 2003 - Art. 1
A1 a2	Recrutement de personnels non titulaires occupant à titre occasionnel des fonctions administratives : contrats de recrutement à titre temporaire en vue d'effectuer une vacance à durée déterminée.	Loi n° 84.16 - Art. 4 du 11 janvier 1984 Décret n° 86.83 - Art. 4 du 17 janvier 1986 Circulaire MELT/DPS/F1 n° 94.120 du 16 mars 1994

A1 a3	* Nomination - Affectation – Mutation Nomination des : Dessinateurs, agents administratifs et adjoints administratifs en qualité de stagiaire et titulaire après concours ou inscription sur une liste d'aptitude nationale, Agents d'exploitation des travaux publics de l'Etat, Chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat.	Décret n° 91.393 du 25 avril 1991 modifié Art. 7 et 17 Arrêté du 04 avril 1990 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion de certains personnels des services extérieurs du MELT - Art. 1
A1 a4	Affectation à un poste de travail des fonctionnaires et agents non titulaires énumérés ci-après, lorsque cette mesure n'entraîne, ni changement de résidence, ni modification de la situation des agents occupant un emploi fonctionnel : Tous les fonctionnaires de catégories C et B, à l'exclusion de la désignation des chefs de subdivisions territoriales, Les fonctionnaires de catégorie A suivants : attachés administratifs ou assimilés, ingénieurs des TPE ou assimilés, à l'exclusion de la désignation des chefs de subdivisions territoriales, Tous les agents non titulaires de l'Etat.	Arrêté n° 88.2153 - Art. 1.8 du 08 juin 1988 modifié (MELT - DPS/GB2)
A1 a5	Mutation des agents administratifs, adjoints administratifs et dessinateurs entraînant ou pas un changement de résidence et pouvant modifier la situation de l'agent.	Arrêté du 04 avril 1990 Art. 1.4
A1 a6	Mutation des membres du corps des contrôleurs des travaux publics de l'Etat appartenant au grade de contrôleurs des TPE et des personnels appartenant au corps des agents d'exploitation et des chefs d'équipe d'exploitation des TPE entraînant ou pas un changement de résidence et pouvant modifier la situation de l'agent.	Décret n° 88.399 - Art. 13 du 12 avril 1988 modifié Arrêté du 18 octobre 1988 Art. 1
A1 a7	Mutation des personnels non titulaires sur règlement local.	Décret n° 91.393 du 25 avril 1991 Règlements intérieurs du 30 avril 1970 et du 09 janvier 1984
A1 a8	* Gestion Gestion des dessinateurs, agents administratifs et adjoints administratifs, à savoir : Notation, répartition des réductions d'ancienneté, majoration d'ancienneté pour l'avancement d'échelon, Avancement d'échelon, nomination au grade supérieur après inscription sur le tableau d'avancement national, à l'exclusion de l'établissement des tableaux d'avancement et des listes d'aptitudes, Réintégration, mise en cessation progressive d'activité, admission en congé de fin d'activité, à la retraite, acceptation de la démission, à l'exclusion de la mise en position hors cadre et de la mise à disposition.	Loi n° 84.16 du 11 janvier 1984 modifiée Art. 55, 56, 57, 58 Décret n° 86.351 - Art. 2.1 du 06 mars 1986 modifié Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1
A1 a9	Gestion des : Agents d'exploitation, Chefs d'équipe d'exploitation des TPE, Conducteurs des TPE, A l'exclusion des actes portant mise à disposition hors cadre, mise à disposition et reclassement pour inaptitude physique, Avancement des conducteurs principaux des TPE, Notation.	Décret n° 66.900 - Art. 14 du 18 novembre 1966 modifié Décret n° 91.393 - Art. 7 et 17 du 25 avril 1991 modifié
A1 a10	Reclassement dans le grade de contrôleur des TPE et dans le grade de contrôleur principal des TPE, l'avancement d'échelon, la notation.	Décret n° 88.399 - Art. 13 du 21 avril 1988 modifié Arrêté du 18 octobre 1988 Art. 1 Circulaires ministérielles des 2 mai 1991 et 27 juillet 1992
A1 a11	Notation des agents	
A1 a12	Gestion des personnels non titulaires sur règlement local.	Règlements intérieurs du 30 avril 1970 et du 19 janvier 1984
A1 a13	Gestion des agents recrutés sous un régime de droit privé pour une durée déterminée ou indéterminée que la jurisprudence « Berkani » a requalifié en contrats de droit public.	Circulaire METL/DPS du 12 mars 2001
A1 a14	Constitution des C.A.P. locales compétentes pour les dessinateurs, agents administratifs, adjoints administratifs, personnels d'exploitation, conducteurs et contrôleurs des TPE.	Loi n° 84.16 - Art. 14 du 11 janvier 1984 Décret n° 82.451 - Art. 4 du 28 mai 1982 modifié Arrêté du 04 avril 1990 - Art. 1 et 2 Circulaire Premier Ministre du 23 avril 1999 - Art. 3 et 4
A1 a15	Décision prononçant le licenciement, la radiation des cadres pour abandon de poste des agents de catégorie C.	Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.8
A1 a16	* Positions 1 – Détachement Le détachement, l'intégration après détachement autres que ceux nécessitant un arrêté interministériel ou l'accord d'un ou plusieurs ministres, pour : Les agents administratifs, adjoints administratifs et dessinateurs, Les agents d'exploitation et chefs d'équipe d'exploitation des travaux publics de l'Etat. Le détachement sans limitation de durée en application de l'article 109 de la loi du 13 août 2004 (Droit d'option).	Loi n° 84.16 - Art. 32 du 11 janvier 1984 modifiée Décret n° 85.986 du 16 septembre 1985 modifié Art. 14.10, 44 à 46 Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.6 Décret n° 91.393 du 25 avril 1991 modifié Décret n° 2005.1785 du 30 décembre 2005 Arrêté ministériel du 16 mars 2007
A1 a 17	2 – Disponibilité L'octroi d'une disponibilité de droit, prévue à l'ensemble des fonctionnaires : A l'expiration des droits statutaires à congés de maladie, Pour donner des soins au conjoint, à un enfant ou à un ascendant, à la suite d'un accident ou d'une maladie grave, Pour élever un enfant de moins de huit ans, Pour donner des soins à un enfant à charge, au conjoint ou à un ascendant atteint d'un handicap nécessitant la présence d'une tierce personne, Pour suivre le conjoint lorsque celui-ci est astreint à établir sa résidence habituelle, en raison de sa profession, en un lieu éloigné du lieu d'exercice des fonctions du fonctionnaire.	Décret n° 85.986 du 16 septembre 1985 modifié Art. 43 et 47 Arrêté n° 88.2153 - Art. 1.9 du 08 juin 1988 modifié Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.6

A1 a18	L'octroi de disponibilité à la demande de l'intéressé pour les agents administratifs, adjoints administratifs, dessinateurs, agents d'exploitation, chefs d'équipe des TPE et conducteurs des TPE.	Décret n° 66.900 - Art. 14 du 18 novembre 1966 Décret n° 91.393 du 25 avril 1991 modifié Art. 7.1 et 17.1 Arrêté du 04 avril 1990 Art. 1.6
A1 a19	3 – Congés L'octroi : Du congé parental, des congés pour la naissance d'un enfant, du congé de maternité, de paternité et d'adoption, Des congés annuels, Des congés pour l'accomplissement d'une période d'instruction militaire, Du congé de présence parentale.	Décret n° 86.351 du 06 mars 1986 modifié Art. 2 et 2.1 Arrêté n° 88.2153 du 08 juin 1988 modifié Art. 1.1, 1.4 à 1.7, 1.10 et 1.11 Décret n° 2006.536 du 11 mai 2006
A1 a20	L'octroi, à l'ensemble des fonctionnaires titulaires ou stagiaires, de congés pour accident de service ou de maladie professionnelle, de congés de maladie ordinaire, de longue maladie et de longue durée, à l'exclusion de ceux nécessitant l'avis du comité médical supérieur.	Arrêté n° 89.2539 du 02 octobre 1989 Art. 1.2 à 1.5 Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.6 et 1.9
A1 a21	L'octroi, aux personnels non titulaires de l'Etat, de congés de maladie ordinaire et de grave maladie, de congés en cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle et de congés sans traitement pour maladie.	
A1 a22	L'octroi, aux fonctionnaires réformés de guerre, des congés à plein traitement susceptibles de leur être accordés.	
A1 a23	L'octroi, aux fonctionnaires et aux agents non titulaires de l'Etat, des congés de formation professionnelle, de formation syndicale ou en vue de favoriser la formation des cadres et animateurs pour la jeunesse.	
A1 a24	L'octroi, aux agents non titulaires de l'Etat et aux stagiaires, de congés sans traitement pour convenance personnelle ou familiale.	
A1 a25	4 – Temps partiel L'octroi et le renouvellement, pour les fonctionnaires, personnels non titulaires de l'Etat et stagiaires, de travail à temps partiel.	Décret n° 86.351 - Art. 2 du 06 mars 1986 modifié Arrêté n° 89.2539 du 02 octobre 1989 - Art. 1.1 Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.10 Arrêté du 02 octobre 1989
A1 a26	5 – Réintégration Décision de réintégration des fonctionnaires, stagiaires et agents non titulaires de l'Etat lorsqu'elle a lieu dans le service d'origine, dans les cas suivants : Au terme d'une période de travail à temps partiel, Au terme d'un congé de longue durée ou de grave maladie, Dans le cadre d'un mi-temps thérapeutique après un congé de longue maladie ou de longue durée.	Art. 1.5 Arrêté du 04 avril 1990 Art. 1.7
A1 a27	* Autorisations Spéciales d'Absence Octroi, aux fonctionnaires, stagiaires et agents non titulaires de l'Etat, des autorisations spéciales d'absence, pour : L'exercice du droit syndical dans la fonction publique, La participation aux travaux des assemblées électives et des organismes professionnels, Les événements de famille et en cas de cohabitation avec une personne atteinte de maladie contagieuse.	Décret n° 86.351 - Art. 2 du 06 mars 1986 modifié Arrêté n° 88.2153 du 08 juin 1988 modifié Art. 1.2 et 1.3 Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.10
A1 a28	* Autorisations Extra-professionnelles Octroi, aux agents des catégories A, B, C, des autorisations d'exercer une activité extra-professionnelle, pour : Les enseignements donnés dans des établissements dépendant d'une collectivité publique ou privée, Les expertises faites à la demande d'une autorité administrative ou ordonnées à l'occasion d'une action en justice par les tribunaux judiciaires.	Lettre circulaire ministérielle PO/ST3 du 07 juin 1971
A1 a29	* Accidents Décision prononçant l'imputabilité au service d'un accident ou d'une maladie professionnelle.	Loi n° 84.16 - Art. 34.2 du 11 janvier 1984 modifiée Décret n° 60.1089 - Art. 3 du 06 octobre 1960 modifié
A1 a30	Liquidation des droits des fonctionnaires victimes d'un accident de service ou atteints d'une maladie professionnelle.	Décret n° 86.442 - Art. 26 du 14 mars 1986 modifié Circulaire FP/4 n° 1711 du 30 janvier 1989
A1 a31	* Sanctions Disciplinaires Décisions prononçant la suspension en cas de faute grave et les sanctions prévues par la loi pour les personnes de catégorie C, après communication du dossier aux intéressés.	Loi n° 84.16 - Art. 66 et 67 du 11 janvier 1984 modifiée Arrêté du 04 avril 1990 modifié - Art. 1.5
A1 a32	* Maintien en Poste Notification individuelle, en cas de grève, à adresser aux personnels placés sous son autorité, tenus à demeurer à leurs postes pour assurer un service minimum.	Note de service DP/RS du 26 janvier 1981 du ministère de l'environnement et du cadre de vie
A1 a33	* Nouvelle Bonification Indiciaire Arrêts définissant les fonctions ouvrant droit à la nouvelle bonification indiciaire, la détermination du nombre de points correspondant à chacune de ces fonctions et l'attribution des points de la nouvelle bonification indiciaire aux fonctionnaires, y compris celle attribuée au titre de la mise en œuvre de la politique de la ville.	Décret n° 91.1067 du 14 novembre 1991 modifié Arrêté du 7 décembre 2001 Art. 1
A1 a34	Arrêts individuels portant attribution des points de la nouvelle bonification indiciaire aux titulaires des postes éligibles.	Circulaire METL/DPS du 02 août 2001
A1 a35	* Missions Etablissement des ordres de mission à l'étranger, pris en charge sur crédits déconcentrés ainsi que ceux faisant l'objet d'une prise en charge totale ou partielle par un organisme extérieur (missions dites « sans frais »).	Décret n° 86.416 du 12 mars 1986 Circulaire MEFB et MAE B2E22 du 1 ^{er} mars 1991 Circulaires MELT du 09 mai et du 06 novembre 1995

A1 a36	Etablissement des ordres de mission sur la métropole.	Décret n° 90.437 - Art. 7 du 28 mai 1990 Circulaire fonction publique du 06 novembre 1990 Arrêté T.P. du 13 mars 1957
A1 a37	* Concessions de logement sont exclus du champ d'application de cet arrêté : * les fonctionnaires appartenant aux corps techniques des bâtiments de France et les personnels non titulaires sur de tels postes, * les personnels non titulaires régis par la circulaire N° 69.200 du 12 juin 1969 (contractuels d'études d'urbanisme), * les personnels non titulaires régis par des règlements locaux pris en application des directives générales du 2 décembre 1969 et du 29 avril 1970 ou par règlement du 14 mai 1973 pour les agents en fonction dans les CETE : il s'agit en effet des personnels pour lesquels existe une déconcentration plus étendue que celle qui fait l'objet de la présente lettre circulaire, déconcentration qui continue à s'appliquer.	
	2 - ROUTES ET CIRCULATION ROUTIERE	
A2 a1	a) Exploitation du réseau routier national Autorisations individuelles de transports exceptionnels.	Code de la route Art. R.311.1, R.312.1 à R.312.6, R.321.2, R.433.1 à R.433.7 et arrêté interministériel du 22 août 1989
A2 a2	Interdiction ou réglementation de la circulation à l'occasion de travaux routiers.	Code de la route Art. R.225 - Circulaires T.P. n° 52 du 30 août 1967 et n° 29 du 11 juin 1968
A2 a3	Réglementation de la circulation des véhicules de transports routiers de marchandises de plus de 7,5 tonnes de poids total en charge (P.T.C.) : dérogations.	Arrêté interministériel du 22 décembre 1994
A2 a4	Réglementation de la circulation des véhicules de transports de matière dangereuse : dérogations.	Arrêtés interministériels du 10 janvier 1974 et du 22 décembre 1994
A2 b1	b) BEPECASER Brevet pour l'exercice de la profession d'enseignant de la conduite automobile et de la sécurité routière (BEPECASER) : documents et décisions relatifs à l'organisation de l'examen, autorisations d'enseigner et diplômes.	Code de la route Art. R.212 .1 et suivants
A2 c1	c) PERMIS DE CONDUIRE A UN EURO PAR JOUR Conventions avec les écoles de conduite.	Circulaire du ministère de l'équipement du 29 juillet 2005
A3 a1	3 – ASSISTANCE TECHNIQUE FOURNIE PAR L'ETAT AUX COLLECTIVITES POUR DES RAISONS DE SOLIDARITE ET D'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE Signature des conventions ATESAT.	Circulaire METL UHC/MA1/2 n° 2003.6 du 27.03.2003
A4 a1	4 – CONSTRUCTIONS a) Logement Règlement de l'indemnité de réquisition au nom de l'Etat en cas de défaillance du bénéficiaire.	Code de la construction et de l'habitation - Art. L.641.6 à 641.9
A4 a2	a/ autorisation de transformation et de changement d'affectation des locaux lorsque l'avis du maire est favorable. b/ autorisation de transformation et de changement d'affectation de logements HLM.	Code de la construction et de l'habitation - Art. L.631.7 Code de la construction et de l'habitation Art. L.443.11
A4 a3	Avis de requêtes adressées au Procureur de la République.	Code de l'urbanisme Art. R.480.4 et 5
A4 a4	Conventions A.P.L. passées entre l'Etat et les bailleurs publics.	Code de la construction et de l'habitation Art. L.351.2 à L.351.5 - L.353.2 à L.353.13
A4 a5	Notifications des décisions du comité restreint du fonds départemental d'aide aux accédants à la propriété en difficulté.	
A4 a6	Autorisation de mise en location de logements avec un financement P.A.P.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.41
A4 a7	Avis sur décision d'octroi des aides à l'amélioration de l'habitat des fonctionnaires civils et militaires de l'Etat.	Circulaire n° 99.02 du 12 Janvier 1999
A4 b1	b) H.L.M. Approbation du choix du mandataire commun désigné par les offices et sociétés d'H.L.M. groupées dans le cadre départemental en vue de coordonner, pour certains projets de construction, les études, la préparation des marchés et l'exécution des travaux.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.433.1
A4 b2	a/ Accord du représentant de l'Etat dans le département sur les aliénations de logements et éléments de patrimoines immobiliers des organismes H.L.M. b/ Autorisation de vendre un logement ou un élément du patrimoine immobilier d'un organisme H.L.M. à un prix inférieur à l'évaluation faite par le service des Domaines. c/ Autorisation de vendre des logements ne répondant pas aux conditions d'ancienneté.	Code de la construction et de l'habitation Art. L.443.7 et L.443.14 Art. R.443.10 à R.443.18 Code de la construction et de l'habitation Art. L.443.12 Code de la construction et de l'habitation - Art. L.443.8
A4 b3	Décision favorable de prêt pour la réalisation de logements locatifs sociaux financés à l'aide d'un prêt locatif social (construction, acquisition, acquisition-amélioration de logements et logements foyers).	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.1 à R.331.25
A4 b4	Accord préalable du représentant de l'Etat dans le département pour l'octroi d'un prêt P.L.I.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.391.1 et suivants.
A4 b5	Attribution des subventions pour l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.323.1 à R.323.11
A4 b6	Autorisation de commencer les travaux avant l'obtention de la décision attributive de subvention pour l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation - Art. R.323.8
A4 b7	Dérogation au taux de la subvention pour l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation - Art. R.323.7
A4 b8	Dérogation au montant des travaux pris en considération pour déterminer le montant de la subvention.	Code de la construction et de l'habitation - Art. R.323.6

A4 b9	Attribution des décisions favorables de subvention et d'agrément pour la construction de logements locatifs aidés faisant l'objet d'un prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.1 à R.331.25
A4 b10	Attribution des décisions favorables de subvention et d'agrément pour l'acquisition, l'amélioration de logements locatifs aidés faisant l'objet d'un prêt de la Caisse des Dépôts et Consignations.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.1 à R.331.25
A4 b11	Attribution des décisions favorables de subvention anticipée pour acquisition foncière.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.25 Circulaire du 29 mai 1997
A4 b12	Attribution des décisions favorables de subvention pour dépassement des valeurs foncières de référence (surcharge foncière).	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.24 Circulaire du 29 mai 1997 Arrêté interministériel du 5 mai 1995
A4 b13	Autorisation de commencer les travaux avant l'obtention de la décision attributive de subvention pour la construction, l'acquisition, l'acquisition et l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.5b
A4 b14	Dérogation au taux de la subvention pour la construction, l'acquisition, l'acquisition et l'amélioration des logements locatifs sociaux.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.15
A4 b15	Dérogation au montant minimum des travaux que doivent comporter les opérations d'acquisition-amélioration pour pouvoir bénéficier de l'octroi de subvention et de prêts aidés par l'Etat.	Circulaire n° 98.31 du 4 mars 1998 Arrêté interministériel du 5 mai 1995
A4 b16	Dérogation au coût d'acquisition des opérations d'acquisition et d'acquisition-amélioration financées en P.L.A.I.	Code de la construction et de l'habitation Art. R.331.1 § II Arrêtés interministériels du 5 mai 1995 et du 23 avril 2001
A4 b17	Attribution des décisions de subvention pour la démolition de logements locatifs sociaux et, pour les organismes privés, signature des conventions y afférant.	Loi n° 2000.231 du 12 avril 2000 – Art. 10 Circulaire METL du 22 octobre 1998 modifiée et n° 2001.77 du 15 novembre 2001
A4 b18	Attribution des décisions de subvention pour le changement d'usage de logements locatifs sociaux et, pour les organismes privés, signature des conventions y afférant.	Loi n° 2000.321 du 12 avril 2000 – Art. 10 Circulaire METL du 22 octobre 1998 modifiée et 2001.77 du 15 Novembre 2001
A4 b19	Attribution de subventions pour l'amélioration de la qualité de service dans le logement social et, pour les organismes privés, signature des conventions y afférant.	Loi n° 2000.321 du 12 avril 2000 - Art. 10 Circulaire METL n° 99.45 du 6 juillet 1999 modifiée par celle n° 2001.69 du 9 octobre 2001
A4 b20	Attribution de subvention à l'Etablissement Public Foncier de Lorraine (E.P.F.L.) au titre du fonds de Minoration foncière pour la réalisation de logements sociaux.	Circulaire et application du décret n° 99.1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement. Arrêté ministériel du 5 juin 2003 relatif à la constitution du dossier pour une demande de subvention de l'Etat pour un projet d'investissement.
A4 b21	Conventions relatives à l'amélioration de la qualité du service rendu aux locataires en contrepartie de l'abattement T.F.P.B.	Loi n° 2001.1352 du 30 décembre 2000 Code général des impôts Art. 1388 bis Circulaire METL du 8 octobre 2001
A4 b22	Autorisation de démolir des bâtiments à usage d'habitation appartenant à un organisme d'H.L.M.	Code de la construction et de l'habitation Art. L.443.15.1 et R.443.17 Circulaire du 22 octobre 1998 modifiée par celle du 15 novembre 2001
A4 b23	Prise en considération du projet de démolition de logements H.L.M. (dossier d'intention de démolir).	Circulaire du 22 octobre 1998 modifiée par celle du 15 novembre 2001
A4 b24	Attribution des décisions de subvention pour les économies d'eau dans l'habitat collectif social et, pour les organismes privés, signature des conventions y afférant.	Loi n° 2000.321 du 12 avril 2000 - Art. 10 Décret n° 99.1060 du 16 décembre 1999 Circulaire du 23 mars 2001
A4 c1	c) Commission départementale des aides publiques au logement La signature de tous les actes et décisions afférant à la présidence de la C.D.A.P.L. : * Signature du procès-verbal des délibérations, * Notification des décisions de maintien et de suspension d'A.P.L. (secteurs locatifs et accessions), * Notification des décisions prises par la C.D.A.P.L. en matière de contestation, de remises de dettes et de levées de prescription, * Notification des décisions en matière de rachat H.L.M. (RAPAPLA).	Code de la construction et de l'habitation Articles L.351.14 R.351.47, R.351.49 à 52
A5 a1	5 – AMENAGEMENT FONCIER ET URBANISME a) Documents d'urbanisme Lettres aux maires relatives au « Porter à la connaissance » sous-couvert des sous-préfets d'arrondissement concernés.	Code de l'urbanisme articles L 121-1 et R 121-1

A5 a2	Lettres aux maires (ou président EPCI) désignant les services de l'Etat associés.	Code de l'urbanisme article
A5 a3	(Compte-tenu de l'importance et des conséquences des éléments transmis dans ces documents) sous-couvert des sous-préfets d'arrondissement concernés.	L 123-7
	Mise à jour des PLU-servitudes	code de l'urbanisme article
A5 b1	b) Constructions , aménagements et démolitions	L 126-1
	Mesures de sauvegarde-sursis à statuer	Code de l'urbanisme articles
A5 b2	Avis conforme du représentant de l'Etat sur les parties de territoire non couvertes par un PLU , une carte communale ou un document d'urbanisme	L 111-7 et s et L 123-6 et s
A5 b3	Dérogation en matière d'implantation et de volume des constructions	Code de l'urbanisme article
		R 111-20
A5 b4	Demande de pièces complémentaires	Code de l'urbanisme article R 423-38
A5 b5	Majoration ou prolongation de délais	Code de l'urbanisme articles R 423-42 et R 423-44)
A5 b6	Décisions sur permis de construire , de démolir , d'aménager et déclarations préalables	Code de l'urbanisme article
		R 422-2 de a) à d)
A5 b7	Décision relative aux participations	Code de l'urbanisme article
		R 424-8
A5 b8	Certificat de non opposition à déclaration préalable ou permis de construire ou d'aménager ou de démolir	Code de l'urbanisme article
		R 424-13
A5 b9	Contestation de la conformité des travaux	Code de l'urbanisme article
		R 462-6
A5b10	Mise en demeure de déposer un permis modificatif ou de mettre les travaux en conformité	Code de l'urbanisme article
		R 462-9
A5b11	Attestation de non contestation	Code de l'urbanisme article
		R 462-10
A5b12	Mise en oeuvre de la garantie bancaire	Code de l'urbanisme articles
		R 442-15 et R 442-16
A5 c1	c) certificat d'urbanisme	Code de l'urbanisme articles
	délivrance des certificats d'urbanisme	L 410-1 et s et R 410-6
A5 d1	d) Infractions	Art L 480-5,R 480.4 –
	Avis au titre de l'article L480-5 et avis au Parquet	code de l'urbanisme
A5 e1	e) Formalités relatives aux enquêtes publiques	code de l'expropriation
	Saisine du Président du tribunal administratif ,lettres d'envoi des arrêtés préfectoraux aux maires ou président d'EPCI, au commissaire enquêteur, aux journaux...,tous courriers avant et après enquête .	(R11-1 à R 11-31)
A5 f1	f) demande d'ordonnance d'expropriation	code de l'expropriation
	Lettre du Préfet au Juge de l'expropriation.	(R 12-1)
A5 g1	g) Taxes d'urbanisme – Redevance archéologique préventive	Code de l'urbanisme article
	Titres de recettes délivrés en application de l'article 9-III de la loi n° 2001.44 du 17 janvier 2001 modifiée, tous actes, décisions et documents relatifs à l'assiette, à la liquidation et aux réponses aux réclamations préalables en matière de redevance archéologique préventive dont les autorisations et déclarations préalables du code de l'urbanisme constituent le fait générateur.	L332-6
A5 h1	h) AFU	Code de l'urbanisme articles
	ensemble des actes de procédure à l'exception des arrêtés d'ouverture d'enquête et de remembrement	L 322-1 à L 322-19 , R 322-1 à R 322-40
A5 i1	h) Publicités, enseignes, pré-enseignes	Code de l'environnement
	Demande de pièces complémentaires sur les dossiers de déclaration préalable d'installation de dispositifs publicitaires.	Art. L.581.6
A5 i2	Signature de tous courriers et arrêtés nécessaires à la mise en œuvre des dispositions des articles L.581.6 et L.581.28 du Code de l'Environnement.	Décret n° 96.946 du 24 octobre 1996
A5 i3	Décisions sur les déclarations préalables, publicités et pré-enseignes.	Code de l'environnement
		Art. L.581.6
A6 a1	6 – TRANSPORTS TERRESTRES	Décret n° 96.946 du 24 octobre 1996
	Réglementation des transports publics routiers de personnes :	Décret du 16 août 1985 modifié - Art. 1 à 11
	- inscriptions et radiations au registre des transporteurs,	Décret du 16 août 1985 modifié - Art. 32 à 39
	- autorisation pour l'exécution de services occasionnels de transport public routier de personnes.	
	- transports routiers internationaux de voyageurs :	Décret du 6 mars 1979
	. autorisations pour la création ou le renouvellement des services frontaliers : services réguliers, de navette ou occasionnels.	Art. 9
	- contrôle du respect par les entreprises de la réglementation sociale, des règles de sécurité et des normes techniques.	Décret du 16 août 1985 modifié - Art. 44
A6 a2	Réglementation des services privés de transport non urbains de personnes.	Décret du 7 avril 1987
A6 a3	Réglementation des transports routiers de marchandises - Contrôle.	Décret du 30 août 1999
		Art. 18
A7 a1	7 – CHEMINS DE FER D'INTERET GENERAL	Arrêté ministériel du 12 décembre 1967
	Suppression ou remplacement des barrières des passages à niveau.	
A7 a2	Déclaration d'inutilité aux chemins de fer des immeubles d'une valeur au plus égale à 304 898 euros.	Arrêté ministériel du 31 mai 1979 modifié par arrêté du 5 juin 1984
A7 a3	Autorisation d'installation de certains établissements.	Arrêté TP du 17 septembre 1963
A7 a4	Alignement des constructions sur les terrains riverains.	Circulaire TP du 17 octobre 1963
A7 a5	Autorisation de traverser les voies ferrées par des lignes électriques.	Décret du 29 juillet 1927
A8 a1	8 – GESTION DU DOMAINE PUBLIC DE L'AIR – AERODROMES CIVILS	Code du domaine de l'Etat Art. L.28, L.29, R.53, A 12 et A 30
A8 a2	Autorisation d'occupation temporaire.	Code de l'aviation civile
	Autorisation de création d'un aérodrome privé.	Art. D.233.2
A8 a3	Approbation d'opérations domaniales pour les bases aériennes.	Décret n° 60.652 du 28 juin 1960 modifié

A9 a1	9 – DECISIONS RELATIVES A LA DISTRIBUTION DE L'ENERGIE ELECTRIQUE	Décret du 29 juillet 1927 Art. 49 et 50
A9 a2	Approbation des projets d'exécution des lignes de distributions d'énergie.	
A9 a3	Autorisation de circulation de courant électrique.	Décret du 29 juillet 1927 Art. 56
A10 a1	Injonction des coupures de courant pour la sécurité de l'exploitation.	Décret du 29 juillet 1927 Art. 63
A10 a2	10 – CONSTRUCTIONS D'IMMEUBLES POUR LE COMPTE DE L'ETAT	Code de l'urbanisme
	Demandes d'autorisations d'occupation du sol relatives aux immeubles construits pour le compte de l'Etat.	Art. R.421.1.1
	Demandes de certificats d'urbanisme relatives aux immeubles appartenant à l'Etat.	Art. R.410.1
A11 a1	11 – SECURITE CIVILE ET DEFENSE	Circulaire METL
	Recensement, modification et radiation des entreprises de travaux publics et du bâtiment (TP/B) soumises aux obligations de défense.	N° 98.56 du 18 février 1998

Article 2 : Délégation de signature est donnée Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, à l'effet de signer dans le cadre de ses attributions et compétences, tous actes, correspondances et documents relatifs aux délégations mentionnées ci-dessous y compris les mises en demeure ou les décisions de refus.

Chapitre I : Délégations liées aux missions en matière d'économie agricole et d'aménagement foncier

100 – décisions individuelles d'attribution, de modulation, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles pour l'ensemble des aides annuelles versées aux exploitations agricoles et notamment la PMTVA (prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes), la PB (prime à la brebis), la PS (prime spéciale), l'ICHN (indemnité compensatoire aux handicaps naturels), la PAB (prime à l'abattage).

101 – décisions individuelles concernant le transfert ou l'attribution de droits à primes bovines, ovines, caprines, de références laitières, la reconnaissance de l'éligibilité aux aides directes des terres, le transfert d'éligibilité.

102 – décisions individuelles d'attribution des aides conjoncturelles aux exploitations agricoles et notamment des aides mises en œuvre dans le cadre des procédures calamité agricole et agriculteurs en difficultés, organisation des contrôles et suites à donner aux contrôles.

103 – décisions individuelles d'agrément, de liquidation, organisation des contrôles, suites à donner aux contrôles pour les contrats souscrits pour la mise en place des mesures agri-environnementales relevant du règlement de développement rural (notamment la prime herbagère agri-environnementale, la mesure rotationnelle) ou pour la mise en place de la mesure spécifique "boisement des terres agricoles" (décret n° 94-1054 du 1er décembre 1994).

104 – liquidation, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles pour les CTE (contrats territoriaux d'exploitation) et les CAD (contrats d'agriculture durable).

105 – décisions individuelles d'octroi de prêts à taux bonifié, organisation des contrôles et suite à donner aux contrôles.

106 – agrément des dossiers d'installation, attribution de la DJA (dotation aux jeunes agriculteurs), agrément des PI (plans d'investissement), organisation des contrôles, suites à donner aux contrôles.

107 – décisions d'attribution de la prime servie aux producteurs qui s'engagent à abandonner la production laitière.

108 – décisions individuelles concernant le transfert ou l'attribution des droits à paiement unique

109 – arrêtés d'agrément ou de retrait d'agrément des sociétés coopératives agricoles (article R 525-1 à R 525-12 du code rural).

110 – arrêtés d'agrément ou de retrait d'agrément des GAEC (groupement agricole d'exploitation en commun) (articles L 323-11 et L 323-12 du code rural).

111 – décisions d'attribution de l'indemnité de tutorat et de la bourse des stagiaires, décisions d'agrément des maîtres de stage concernant les stages d'application dits 6 mois (articles R 343-4 du code rural).

112 – décisions individuelles portant autorisation ou refus d'exploiter des terres agricoles dans le cadre du contrôle des structures (article L 331-3 du code rural), prolongation du délai d'examen des demandes de 4 à 6 mois.

113 – agréments techniques, financiers et administratifs des dossiers de demande de subvention et décision individuelle d'attribution des aides publiques, notamment pour les investissements à réaliser dans les exploitations agricoles et dans les industries agro-alimentaires.

114 – agrément des programmes opérationnels des organisations de producteurs de fruits et légumes.

115 – instruction, suivi, engagement et liquidation des dossiers relevant de la gestion de la DDEA, au titre de l'axe 3 du DRDR Lorraine - Programme européen FEADER 2007-2013 : mesures relatives à la diversification vers des activités non agricoles, à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine naturel (restauration et mise en valeur des vergers traditionnels, remise en état agricole d'intérêt paysager).

Chapitre II : Délégations liées aux missions en matière d'environnement et d'eau pour les domaines définis par l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005 relatif à la nouvelle organisation de la police de l'eau et de la pêche dans le département

Au titre du guichet unique police de l'eau institué par l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005

201 – accusés de réception des dossiers de déclaration incomplets, qui relèvent au titre de la police de l'eau, des décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement, quel que soit le service en charge de la police de l'eau, DDEA ou SNNE ;

202 – récépissé de déclaration des dossiers de déclaration complets, qui relèvent au titre de la police de l'eau, des décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement, quel que soit le service en charge de la police de l'eau, DDEA ou SNNE ;

203 – avis de réception des dossiers d'autorisation, qui relèvent au titre de la police de l'eau, des décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement, quel que soit le service en charge de la police de l'eau, DDEA ou SNNE.

Au titre de la police de l'eau et des milieux aquatiques, sur son domaine de compétences défini par l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005 :

211 – demandes de régularisation de dossiers de déclaration, et décisions explicites d'acceptation de déclaration des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à déclaration, qui relèvent au titre de la police de l'eau, des décrets 93-742 et 93-743 du 29 mars 1993 modifiés pris en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement,

- arrêtés fixant des prescriptions particulières acceptées par le pétitionnaire, à l'exclusion

- des arrêtés fixant des prescriptions particulières après refus du pétitionnaire,

- des arrêtés d'opposition à déclaration.

Au titre de la police de la pêche, sur son domaine de compétences tel que défini par l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005 :

221 – autorisation de capture ou de transfert de poissons destinés à la reproduction ou au repeuplement et autorisation de capture de poissons à des fins sanitaires ou scientifiques ou en cas de déséquilibre biologique et de transport de ces poissons (article L 436-9 du code de l'environnement).

222 – agrément technique, financier et administratif des dossiers de demande de subvention concernant notamment des crédits du ministère de l'écologie et du développement durable.

223 – interdictions pour une durée déterminée de pêche de certaines espèces de poissons (art. R 436-8 du Code de l'Environnement).

224 – transfert de poissons lors de l'abaissement artificiel des eaux (art. R 431-12 du Code de l'Environnement).

225 – pêche à la carpe de nuit (art. R 436-14 du Code de l'Environnement).

226 – concours de pêche en cours d'eau de première catégorie (art. R 436-22 du Code de l'Environnement).

227 – interdictions spécifiques de pêche liées à l'abaissement naturel du niveau d'eau (art. R 436-32 du Code de l'Environnement).

228 – réserves de pêche autres que réserves quinquennales sur le domaine public (art. R 436-73 du Code de l'Environnement).

Chapitre III : délégations liées aux missions dans le domaine de la forêt, de la chasse et des milieux naturels

300 – tous arrêtés, décisions, agréments, individuels ou collectifs, relatifs à la chasse et la destruction des espèces classées nuisibles (Livre IV – Titre II du code de l'environnement), et notamment à la gestion et l'exercice de la tutelle préfectorale sur les Associations Communales de Chasses Agréées ;

301 – tous arrêtés et décisions relatifs à la régulation du Grand cormoran (articles L 411-1, L 411-2 et R 211-1 à R 211-11 du code de l'environnement), y compris l'arrêté départemental annuel fixant les conditions de régulation ;

302 – instructions et décisions relatives aux applications du régime forestier (Livre I – Titre 4 du code forestier – Circulaire DGFAR/SDFB/C2003-5002 du 3 avril 2003) et, dans la limite d'une surface de 25 ha d'un seul tenant, aux distractions du régime forestier ;

303 – instructions et, dans la limite d'une surface de 25 ha d'un seul tenant, décisions relatives aux demandes d'autorisation de défrichement (Livre III – Titre 1er du code forestier) ;

304 – agréments techniques, financiers et administratifs, décisions individuelles d'attribution d'une aide, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles, des dossiers de demande de subvention concernant les opérations forestières ;

305 – arrêtés relatifs à la lutte phytosanitaire en forêt ;

306 – décisions de prorogation des délais des dossiers de demande de subvention concernant les opérations forestières co-financées par l'Union Européenne, après, le cas échéant, visa du contrôleur financier du CNASEA ;

307 – agréments techniques, financiers et administratifs et signature des contrats Natura 2000 en forêt, organisation des contrôles, suite à donner aux contrôles ;

308 – instruction, suivi, engagement et liquidation des dossiers relevant de la gestion de la DDEA, au titre de l'axe 3 du DRDR Lorraine - Programme européen FEADER 2007-2013 : mesures relatives aux investissements liés à l'entretien ou à la restauration des sites Natura 2000 ni agricoles ni forestiers, à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine naturel (restauration et création de trames végétales verticales), aux stratégies locales de développement de la filière forêt-bois ;

309 – décisions individuelles relatives aux demandes d'autorisations de coupes en forêt au titre du code forestier, notamment pour l'application des articles L10 (autorisation préalable de coupe) et L222-5 (forêt sous régime spécial d'autorisation administrative) du code forestier ;

310 – décisions individuelles relatives aux déclarations préalables de coupe et abattage d'arbres dans les bois, forêts ou parcs situés sur le territoire de communes où l'établissement d'un plan local d'urbanisme a été prescrit, ainsi que dans tout espace boisé classé, au titre de l'article L 130-1 du code de l'urbanisme.

Chapitre IV : Délégations liées aux missions du Service Départemental de l'Inspection du Travail, de l'Emploi et de la Politique Sociale Agricoles 501 – décisions individuelles relatives à la levée de la présomption du salariat (décret n° 86-949 du 6 août 1986).

Article 3 : Sont exclus de la délégation de signature les autres décisions et notamment :

- les arrêtés relatifs à la mise en œuvre des enquêtes publiques ou intervenant à l'issue des enquêtes,
- les arrêtés ayant un caractère réglementaire ou de portée collective,
- les arrêtés portant constitution ou nomination des membres des commissions,
- les arrêtés portant création des associations foncières et des associations syndicales,
- les arrêtés portant nominations individuelles (lieutenants de louveterie),
- les mémoires en défense auprès du tribunal administratif à l'exception des contentieux concernant des décisions individuelles relevant des délégations mentionnées au chapitre 1 ainsi que des contentieux liés aux opérations d'aménagement foncier,
- les arrêtés (ou conventions) attributifs de subvention sauf celle des arrêtés (ou conventions) mettant en œuvre des crédits gérés comptablement par le C.N.A.S.E.A. et celles concernant les opérations forestières visées au chapitre III – rubriques 304 et 305.
- les décisions valant sanctions en cas de dysfonctionnement dans une A.C.C.A. (association communale de chasse agréée),
- la délivrance de récépissés de déclaration pour les actions nécessitant un avis du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

Article 4 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, à l'effet de signer les ampliations des arrêtés relevant de ses services.

Article 5 : Délégation de signature est par ailleurs donnée à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, dans le cadre de ses attributions, à l'effet de signer les mémoires et les pièces relatives aux procédures contentieuses relevant des décisions ou actes faisant grief pour lesquels il a reçu délégation ainsi que pour représenter l'Etat en défense pour ces mêmes procédures.

Article 6 : Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, définit, par arrêté pris au nom du préfet, la liste de ses subordonnés habilités à signer les actes dans leurs domaines de compétences respectifs.

Article 7 : Demeurent réservées à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

1°) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2°) aux ministres (cabinet),

3°) aux parlementaires.

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4°) au préfet de région et au président du conseil régional,

5°) au président du conseil général,

6°) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 8 : Les arrêtés préfectoraux n°08.BMSSE.35 du 6 mai 2008 et n°08.BMSSE.37 du 6 mai 2008 accordant délégation de signature à Monsieur MARTY et Monsieur ROYER sont abrogés.

Article 9 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à Monsieur le Trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 12 janvier 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

Arrêté n° OSD0812 du 12 janvier 2009 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

Vu la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

Vu le décret n° 2003-1082 du 14 novembre 2003 relatif à l'organisation et aux attributions des directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2005-1621 du 22 décembre 2005, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans la région et dans les départements ;

Vu le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'Etat, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés publics et notamment ses articles 2, 7, 21, 27 et 28 ;

Vu le décret du président de la République en conseil des ministres en date du 18 juillet 2007 nommant Monsieur Hugues PARANT préfet de Meurthe-et-Moselle ;

Vu les arrêtés interministériels des 21 et 30 décembre 1982 modifiés, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution des budgets des ministères de l'éducation nationale, des transports, de l'urbanisme et du logement, de l'environnement et de la jeunesse et des sports et du 4 janvier 1994 pour l'exécution de la section budgétaire Ville ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 mai 2002, modifié par les arrêtés des 18 juin 2005 et 25 octobre 2005, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le ministère de l'agriculture et de la pêche ;

Vu l'arrêté conjoint du Ministre d'Etat, Ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire et du Ministre de l'Agriculture et de la Pêche, en date du 12 décembre 2008, nommant Monsieur Michel MARTY, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, en qualité de directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle, à compter du 1^{er} janvier 2009 ;

Vu le règlement départemental du 24 septembre 2007 fixant les niveaux d'évaluation des besoins et les modalités de mise en concurrence pour les marchés sur procédure adaptée applicable à l'ensemble des marchés passés dans le département par les ordonnateurs secondaires délégués et les gestionnaires des crédits ordonnancés par mes soins ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

DELEGATION DE SIGNATURE DE L'ORDONNATEUR SECONDAIRE

Article 1^{er} : Délégation de signature est accordée à Monsieur MICHEL MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de procéder à la liquidation, à l'engagement et au mandatement des dépenses imputées sur les budgets ministériels et programmes suivants :

Budget de l'équipement (code 23)

1) Mission transports

- Programme 203 (Chapitre 0203) Réseau routier national
- Programme 207 (Chapitre 0207) Sécurité routière
- Programme 217 (Chapitre 0217) Soutien et pilotage des politiques d'équipement
- Programme 225 (Chapitre 0225) Transports aériens
- Programme 226 (Chapitre 0226) Transports terrestres et maritimes

2) Mission politique des territoires

- Programme 113 (Chapitre 0113) Aménagement, urbanisme et ingénierie publique

3) Compte non doté de crédits.

- Compte 908 « Opérations industrielles et commerciales des directions régionales et départementales de l'équipement » (Compte de commerce du parc de l'équipement)

4) Mission ministérielle « Contrôle et sanction automatisés des infractions au code de la route »

- Programme 751 (Chapitre 0751) Radars et aide au financement du permis de conduire des jeunes

Budget de la jeunesse et des sports (code 32)

Mission sport, jeunesse et vie associative

- Programme 219 (Chapitre 0219) Sport
- Programme 210 (Chapitre 0210) Conduite et pilotage des politiques du sport, de la jeunesse et de la vie associative

Ces deux programmes sont intégrés dans la délégation de signature en tant que de besoin.

Budget de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement (code 36)

Mission ville et logement

- Programme 109 (Chapitre 0109) Aide à l'accès au logement
- Programme 135 (Chapitre 0135) Développement et amélioration de l'offre de logement
- Programme 147 (Chapitre 0147) Équité sociale et territoriale et soutien
- Programme 202 (Chapitre 0202) Rénovation urbaine

Budget de l'écologie (code 37)

Mission écologie et développement durable

- Programme 153 (Chapitre 0153) Gestion des milieux et biodiversité
- Programme 181 (Chapitre 0181) Prévention des risques et lutte contre les pollutions

Budget de la défense (code 70)

Mission Défense et anciens combattants

- Programme 146 (Chapitre 0146) Equipement des forces
- Programme 178 (Chapitre 0178) Préparation et emploi des forces
- Programme 212 (Chapitre 0212) Soutien de la politique de Défense

Budget de l'économie, finances et industrie (code 07)

Mission gestion du patrimoine immobilier de l'état

- Programme 722 (Chapitre 0722) Dépenses immobilières

Budget de l'agriculture (code 03)

- Programme 227 (Chapitre 0227) Valorisation des produits, orientation et régularisation des marchés
- Programme 149 (Chapitre 0149) Forêt
- Programme 215 (Chapitre 0215) Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture
- Programme 143 (Chapitre 0143) Enseignement technique agricole

ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), en ce qui concerne les programmes précités.

La présente délégation s'étend également au paiement ainsi qu'à toute opération relevant de la compétence de l'ordonnateur secondaire en matière de gestion du fonds de prévention des risques naturels majeurs (compte 466-1686).

Article 2 : Délégation de signature est également donnée à Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'Etat intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale.

Article 3 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables du trésorier-payeur général, qui restent soumis à ma signature.

Article 4 : Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

Article 5 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de M. le trésorier-payeur général.

DELEGATION DE SIGNATURE DE LA PERSONNE REPRESENTANT LE POUVOIR ADJUDICATEUR

Article 6 : Délégation de signature est accordée à Monsieur MICHEL MARTY, directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les chapitres budgétaires visés à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 € hors taxes pour les marchés de fournitures et services et 5 150 000 € hors taxes pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au-delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

Article 7 : Cette délégation ne concerne pas les arrêtés portant composition des commissions d'appel d'offres qui restent soumis à ma signature.

Article 8 : Délégation de signature est également accordée à Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture, dans la limite des seuils prévus à l'article 6, à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

Article 9 : Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 € hors taxes en matière de fournitures et services et à 206 000 € hors taxes en matière de travaux. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

Article 10 : En matière de marchés publics pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur en application de l'article 2 du présent arrêté, et hormis le cas des marchés passés sur procédure adaptée tels qu'ils sont prévus à l'article 28 du code des marchés publics, Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée, Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

S'agissant d'actes engageant les crédits de l'Etat par consommation des autorisations d'engagement cette subdélégation est accordée dans les mêmes conditions que celles visées à l'article 4.

Article 11 : Conformément au règlement départemental du 24 septembre 2007 susvisé, la présente délégation ne s'applique pas aux marchés qui concernent les fournitures de bureau, le papier à usage courant, les consommables informatiques, les travaux de nettoyage des locaux, le matériel informatique et le matériel de reprographie. Ces besoins sont couverts soit par l'adhésion à un groupement d'achat dans les conditions prévues à l'article 7 du code des marchés publics, soit par des marchés mutualisés coordonnés au niveau du préfet, soit par des marchés ou accords-cadres nationaux.

Dans ce dernier cas, les actes d'engagement locaux ou les conventions ou actes d'adhésion correspondants sont signés par Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture dans les conditions précisées à l'article 8.

Article 12 : Les arrêtés du 20 août 2007 portant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et du représentant du pouvoir adjudicateur à Monsieur le directeur départemental de l'équipement et à Monsieur le directeur départemental de l'agriculture sont abrogés.

Article 13 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Monsieur le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture de Meurthe-et-Moselle, et Monsieur le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 12 janvier 2009

Le préfet,
Hugues PARANT

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau du conseil, de l'intercommunalité et du contrôle de légalité

Extrait de l'arrêté interpréfectoral n° 3457/2008 du 19 novembre 2008 (Vosges/Meurthe-et-Moselle) portant modification du siège du syndicat pour la reconstruction d'un centre d'incendie et de secours du Pays de Charmes

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le préfet des Vosges

Considérant que les conditions de majorité qualifiée prévues à l'article L 5211-5-II du Code Général des Collectivités Locales sont réunies,

ARRETEMENT

Article 1^{er} : L'article 4 des statuts du Syndicat pour la Reconstruction d'un Centre d'Incendie et de Secours du Pays de Charmes relatif au siège est désormais rédigé comme suit :

« Article 4 : Le siège du syndicat est fixé à la caserne de sapeurs pompiers située à la Voivre à Charmes. »

Article 2 : Les autres dispositions demeurent inchangées.

Article 3 : La Secrétaire Générale de la Préfecture des Vosges, le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Trésorier Payeur Général, le Trésorier du Syndicat, le Président du Syndicat, les maires des communes membres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs et des Informations Officielles des préfectures des Vosges et de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 19 novembre 2008

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Epinal, le 19 novembre 2008

Le préfet des Vosges,
Pour le préfet et par délégation,
La secrétaire générale,
Dominique CONCA

Extrait de l'arrêté du 31 décembre 2008 autorisant l'adhésion de la commune de Viéville-en-Haye au syndicat intercommunal d'électrification du secteur de Pont-à-Mousson

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation, la majorité qualifiée requise par les articles L5211-18 et L5211-5 du code général des collectivités territoriales est atteinte ;

ARRETE

Article 1^{er} : L'adhésion de la commune de Viéville-en-Haye au syndicat intercommunal d'électrification du secteur de Pont-à-Mousson est autorisée.

La commune de Viéville-en-Haye est représentée au sein du comité syndical par deux délégués titulaires et deux délégués suppléants.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le président du syndicat intercommunal d'électrification du secteur de Pont-à-Mousson sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 31 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

SOUS-PREFECTURE DE BRIEY

Extrait de l'arrêté du 31 décembre 2008 autorisant la modification de la durée du syndicat intercommunal à vocation unique de la Vallée de l'Orne

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que les deux communautés de communes membres se sont prononcées en faveur du projet ;

ARRETE

Article 1^{er} : La modification de l'article 4 des statuts du syndicat intercommunal à vocation unique de la Vallée de l'Orne est autorisée comme suit :

« Article 4 : L'existence du syndicat prendra fin le 31 décembre 2011 ».

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Briey et le président du syndicat intercommunal à vocation unique de la Vallée de l'Orne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux présidents des communautés de communes intéressées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Briey, le 31 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Briey,
Philippe RONSSIN

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE D'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Affaires financières

Extrait de l'arrêté n° 270/ ARH /2008 de la région Lorraine du 15 décembre 2008 constatant la créance exigible de l'établissement [MATERNITE REGIONALE - FINESS : 540000031]

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis du trésorier-payeur général de région en date du 10 décembre 2008 ;

ARRETE

Article 1^{er} : La créance exigible, mentionnée au I de l'article 5 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, de l'établissement ci-dénommé « MATERNITE REGIONALE » - FINESS N° : 540000031 est fixée au 1^{er} janvier 2008 à :

4 610 275,56 €

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de chaque département de la région.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ou d'un recours hiérarchique devant la Directrice de l'Hospitalisation et de l'Organisation de Soins. Le cas échéant, le greffe du tribunal administratif est compétent pour tout recours contentieux dans les conditions de droit commun

Nancy, le 15 décembre 2008

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 271/ ARH /2008 de la région Lorraine du 15 décembre 2008 constatant la créance exigible de l'établissement [CH TOUL - FINESS : 540000049]

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis du trésorier-payeur général de région en date du 10 décembre 2008 ;

ARRETE

Article 1^{er} : La créance exigible, mentionnée au I de l'article 5 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, de l'établissement ci-dénommé « CH TOUL » - FINESS N° : 540000049 est fixée au 1^{er} janvier 2008 à :

1 208 198,92 €

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de chaque département de la région.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ou d'un recours hiérarchique devant la Directrice de l'Hospitalisation et de l'Organisation de Soins. Le cas échéant, le greffe du tribunal administratif est compétent pour tout recours contentieux dans les conditions de droit commun

Nancy, le 15 décembre 2008

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 273/ ARH /2008 de la région Lorraine du 15 décembre 2008 constatant la créance exigible de l'établissement [CH LUNEVILLE - FINESS : 540000080]

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis du trésorier-payeur général de région en date du 10 décembre 2008 ;

ARRETE

Article 1^{er} : La créance exigible, mentionnée au I de l'article 5 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, de l'établissement ci-dénommé « CH LUNEVILLE » - FINESS N° : 540000080 est fixée au 1^{er} janvier 2008 à :

1 250 273,17 €

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de chaque département de la région.
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ou d'un recours hiérarchique devant la Directrice de l'Hospitalisation et de l'Organisation de Soins. Le cas échéant, le greffe du tribunal administratif est compétent pour tout recours contentieux dans les conditions de droit commun
Nancy, le 15 décembre 2008

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 274/ ARH /2008 de la région Lorraine du 15 décembre 2008 constatant la créance exigible de l'établissement [CH PONT A MOUSSON - FINESS : 540000106]

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis du trésorier-payeur général de région en date du 10 décembre 2008 ;

AR R E T E

Article 1^{er} : La créance exigible, mentionnée au I de l'article 5 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, de l'établissement ci-dénommé « CH PONT A MOUSSON » - FINESS N° : 540000106 est fixée au 1^{er} janvier 2008 à :
894 094,63 €

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de chaque département de la région.
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ou d'un recours hiérarchique devant la Directrice de l'Hospitalisation et de l'Organisation de Soins. Le cas échéant, le greffe du tribunal administratif est compétent pour tout recours contentieux dans les conditions de droit commun
Nancy, le 15 décembre 2008

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 277/ ARH /2008 de la région Lorraine du 15 décembre 2008 constatant la créance exigible de l'établissement [CH BRIEY - FINESS : 540000767]

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis du trésorier-payeur général de région en date du 10 décembre 2008 ;

AR R E T E

Article 1^{er} : La créance exigible, mentionnée au I de l'article 5 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, de l'établissement ci-dénommé « CH BRIEY » - FINESS N° : 540000767 est fixée au 1^{er} janvier 2008 à :
831 802,21 €

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de chaque département de la région.
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ou d'un recours hiérarchique devant la Directrice de l'Hospitalisation et de l'Organisation de Soins. Le cas échéant, le greffe du tribunal administratif est compétent pour tout recours contentieux dans les conditions de droit commun
Nancy, le 15 décembre 2008

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 278/ ARH /2008 de la région Lorraine du 15 décembre 2008 constatant la créance exigible de l'établissement [CHU NANCY - FINESS : 540002078]

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis du trésorier-payeur général de région en date du 10 décembre 2008 ;

AR R E T E

Article 1^{er} : La créance exigible, mentionnée au I de l'article 5 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, de l'établissement ci-dénommé « CHU NANCY » - FINESS N° : 540002078 est fixée au 1^{er} janvier 2008 à :
35 717 747,01 €

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de chaque département de la région.
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ou d'un recours hiérarchique devant la Directrice de l'Hospitalisation et de l'Organisation de Soins. Le cas échéant, le greffe du tribunal administratif est compétent pour tout recours contentieux dans les conditions de droit commun
Nancy, le 15 décembre 2008

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 281/ ARH /2008 de la région Lorraine du 15 décembre 2008 constatant la créance exigible de l'établissement [SINCAL - FINESS : 540020112]

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis du trésorier-payeur général de région en date du 10 décembre 2008 ;

AR R E T E

Article 1^{er} : La créance exigible, mentionnée au I de l'article 5 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, de l'établissement ci-dénommé « SINCAL » - FINESS N° : 540020112 est fixée au 1^{er} janvier 2008 à :
2 842 723,18 €

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de chaque département de la région.
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ou d'un recours hiérarchique devant la Directrice de l'Hospitalisation et de l'Organisation de Soins. Le cas échéant, le greffe du tribunal administratif est compétent pour tout recours contentieux dans les conditions de droit commun
Nancy, le 15 décembre 2008

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 321/ ARH /2008 de la région Lorraine du 15 décembre 2008 constatant la créance exigible de l'établissement [CRLCC A VAUTRIN - FINESS : 540001286]

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis du trésorier-payeur général de région en date du 10 décembre 2008 ;

ARRETE

Article 1^{er} : La créance exigible, mentionnée au I de l'article 5 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, de l'établissement ci-dénommé « CRLCC A VAUTRIN » - FINESS N° : 540001286 est fixée au 1^{er} janvier 2008 à :
2 730 983,88 €

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de chaque département de la région.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ou d'un recours hiérarchique devant la Directrice de l'Hospitalisation et de l'Organisation de Soins. Le cas échéant, le greffe du tribunal administratif est compétent pour tout recours contentieux dans les conditions de droit commun

Nancy, le 15 décembre 2008

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 322/ ARH /2008 de la région Lorraine du 15 décembre 2008 constatant la créance exigible de l'établissement [MH BACCARAT - FINESS : 540000072]

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis du trésorier-payeur général de région en date du 10 décembre 2008 ;

ARRETE

Article 1^{er} : La créance exigible, mentionnée au I de l'article 5 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, de l'établissement ci-dénommé « MH BACCARAT » - FINESS N° : 540000072 est fixée au 1^{er} janvier 2008 à :
42 550,81 €

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de chaque département de la région.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ou d'un recours hiérarchique devant la Directrice de l'Hospitalisation et de l'Organisation de Soins. Le cas échéant, le greffe du tribunal administratif est compétent pour tout recours contentieux dans les conditions de droit commun

Nancy, le 15 décembre 2008

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 323/ ARH /2008 de la région Lorraine du 15 décembre 2008 constatant la créance exigible de l'établissement [MH ST CHARLES NANCY - FINESS : 540000122]

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis du trésorier-payeur général de région en date du 10 décembre 2008 ;

ARRETE

Article 1^{er} : La créance exigible, mentionnée au I de l'article 5 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, de l'établissement ci-dénommé « MH ST CHARLES NANCY » - FINESS N° : 540000122 est fixée au 1^{er} janvier 2008 à :
124 266,72 €

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de chaque département de la région.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ou d'un recours hiérarchique devant la Directrice de l'Hospitalisation et de l'Organisation de Soins. Le cas échéant, le greffe du tribunal administratif est compétent pour tout recours contentieux dans les conditions de droit commun

Nancy, le 15 décembre 2008

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 325/ ARH /2008 de la région Lorraine du 15 décembre 2008 constatant la créance exigible de l'établissement [J. PARISOT BAINVILLE - FINESS : 540000668]

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis du trésorier-payeur général de région en date du 10 décembre 2008 ;

ARRETE

Article 1^{er} : La créance exigible, mentionnée au I de l'article 5 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, de l'établissement ci-dénommé « J. PARISOT BAINVILLE » - FINESS N° : 540000668 est fixée au 1^{er} janvier 2008 à :
46 756,56 €

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de chaque département de la région.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ou d'un recours hiérarchique devant la Directrice de l'Hospitalisation et de l'Organisation de Soins. Le cas échéant, le greffe du tribunal administratif est compétent pour tout recours contentieux dans les conditions de droit commun

Nancy, le 15 décembre 2008

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 328/ ARH /2008 de la région Lorraine du 15 décembre 2008 constatant la créance exigible de l'établissement [AH BASSIN LONGWY - FINESS : 540001096]

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis du trésorier-payeur général de région en date du 10 décembre 2008 ;

ARRETE

Article 1^{er} : La créance exigible, mentionnée au I de l'article 5 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, de l'établissement ci-dénommé « AH BASSIN LONGWY » - FINESS N° : 540001096 est fixée au 1^{er} janvier 2008 à :
2 752 499,61 €

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de chaque département de la région.
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ou d'un recours hiérarchique devant la Directrice de l'Hospitalisation et de l'Organisation de Soins. Le cas échéant, le greffe du tribunal administratif est compétent pour tout recours contentieux dans les conditions de droit commun
Nancy, le 15 décembre 2008

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 329/ ARH /2008 de la région Lorraine du 15 décembre 2008 constatant la créance exigible de l'établissement [AH JOEUF - FINESS : 540001104]

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis du trésorier-payeur général de région en date du 10 décembre 2008 ;

AR R E T E

Article 1^{er} : La créance exigible, mentionnée au I de l'article 5 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, de l'établissement ci-dénommé « AH JOEUF » - FINESS N° : 540001104 est fixée au 1^{er} janvier 2008 à :
138 453,62 €

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de chaque département de la région.
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ou d'un recours hiérarchique devant la Directrice de l'Hospitalisation et de l'Organisation de Soins. Le cas échéant, le greffe du tribunal administratif est compétent pour tout recours contentieux dans les conditions de droit commun
Nancy, le 15 décembre 2008

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

Extrait de l'arrêté n° 345/ ARH /2008 de la région Lorraine du 15 décembre 2008 constatant la créance exigible de l'établissement [IRR - FINESS : 540009701]

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine

Considérant l'avis du trésorier-payeur général de région en date du 10 décembre 2008 ;

AR R E T E

Article 1^{er} : La créance exigible, mentionnée au I de l'article 5 du décret du 26 décembre 2007 susvisé, de l'établissement ci-dénommé « IRR » - FINESS N° : 540009701 est fixée au 1^{er} janvier 2008 à :
5 307,77 €

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de chaque département de la région.
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de mes services ou d'un recours hiérarchique devant la Directrice de l'Hospitalisation et de l'Organisation de Soins. Le cas échéant, le greffe du tribunal administratif est compétent pour tout recours contentieux dans les conditions de droit commun
Nancy, le 15 décembre 2008

Le directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation de Lorraine,
Jean-Yves GRALL

DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES
Protection sociale

Extrait de l'arrêté D.R.A.S.S. n° 2008-242 en date du 8 décembre 2008 portant agrément d'un Centre de santé polyvalent

Le préfet de la Région Lorraine
Préfet de la zone de défense Est
Préfet de la Moselle

Considérant qu'au vu du dossier déposé le centre de santé répond aux conditions législatives et réglementaires applicables aux centres de santé ;

Considérant qu'en application du code de santé publique, et notamment ses articles L.6323-1 et D.6323-4, une visite sera organisée dans les locaux du centre de santé afin d'établir la conformité aux normes d'installation et de fonctionnement prévues aux articles D.6323-7 à D.6323-22 de ce même code ;

AR R E T E

Article 1^{er} : L'agrément du Centre de santé sis 6 rue Désilles à Nancy, géré par la Mutuelle générale de l'Education nationale Centres de santé, est reconduit en qualité de Centre de santé polyvalent pour l'exercice des activités suivantes :

Acupuncture
Angéiologie-phlébologie
Cardiologie / Echographie cardiaque
Dermatologie
Diététique
Echographie gynécologie
Gastro-entérologie / Proctologie
Gynécologie / Orthogénie
Homéopathie
Kinésithérapie
Médecine de rééducation fonctionnelle
Médecine générale

Médecine nutritionnelle – diabétologie
Ophtalmologie
Orthoptie
Prélèvements sanguins et biologiques
Préparation à l'accouchement
Psychiatrie
Radiologie générale – Echographie – Mammographie
Rhumatologie
Sevrage tabagique – asthme
Soins infirmiers
Urologie

auxquelles s'ajoutent les activités hors nomenclature pour les spécialités suivantes :

Angéiologie
Masse-kinésithérapie
Psychothérapie
Dermatologie
Ophtalmologie

Radiologie
Diététique
Ostéopathie
Sexologie

Article 2 : Le secrétaire général pour les affaires régionales, le préfet du département de la Meurthe et Moselle, la directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché et publié au bulletin officiel de la région Lorraine et au recueil des actes administratifs de la préfecture du département.

Nancy le 8 décembre 2008

Pour le préfet de la Région Lorraine et par délégation,
La directrice régionale des affaires sanitaires et sociales,
Mireille WILLAUME

DIRECTION REGIONALE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DE LORRAINE

Extrait de l'arrêté du 6 janvier 2009 notifiant la création de sections d'inspection du travail

Le directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Lorraine

D E C I D E

Article 1^{er} : La Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle est organisée en huit sections d'inspection du travail.

Les sections d'inspection du travail numérotées de 1 à 6 sont délimitées comme indiqué dans les tableaux annexés à la présente décision et leur compétence professionnelle couvre l'ensemble des entreprises à l'exception :

- des activités définies aux articles R 8111-8 et 9 du Code du Travail relatifs aux mines et carrières, R 8111-10 et 11 du Code du Travail concernant les industries électriques et gazières et R 8111-12 concernant les établissements de la défense ;
- des activités définies aux articles R 8111-2 et 3 du Code du Travail concernant le secteur de l'agriculture ;
- des activités définies aux articles R 8111-4 et 5 du Code du Travail concernant le secteur des transports.

Article 2 : Une section d'inspection du travail «agriculture» a compétence sur l'ensemble du département de la Meurthe-et-Moselle pour les entreprises ressortissant du secteur de l'agriculture définies aux articles R 8111-2 et 3 du Code du Travail

Article 3 : La section d'inspection du travail «transport» a compétence sur l'ensemble des départements de la Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, pour les entreprises ressortissant du secteur des transports définies aux articles R 8111-4 et 5 du Code du Travail

Article 4 : Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'application de la présente décision.

Nancy, le 6 janvier 2009

Le directeur régional du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Lorraine,
Serge LEROY

1^{ère} section d'inspection du travail de Meurthe-et-Moselle :

- Les cantons de HERSENGE, de LONGUYON, de LONGWY, de MONT-SAINT-MARTIN et de VILLERUPT

- La partie sud-est de la commune de NANCY délimitée par :

- * à l'est et au sud : limites de la commune
- * à l'ouest :
 - Place du Général de Castelnau (exclue)
 - Avenue de Strasbourg (exclue)
 - Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny (exclue)
 - Place des Vosges (exclue)
 - Avenue du Général Leclerc (exclue)
 - Rue de Phalsbourg (exclue)
 - Pont des Fusillés (exclu)
 - Place Alexandre 1er (exclue)
 - Rue de l'Abbé Didelot (incluse)
 - Rue des Ponts (incluse)
 - Rue de la Visitation (incluse)
 - Rue Stanislas (exclue)
 - Place Stanislas (incluse)
 - Rue Sainte Catherine (incluse)
 - Rue Henri Bazin (incluse)
 - Rue des Cristalleries (incluse)
- * au nord :

2^{ème} section d'inspection du travail de Meurthe-et-Moselle :

- Les cantons d'AUDUN-LE-ROMAN, de BRIEY, d'HOMECOURT, de JARVILLE-LA-MALGRANGE, de SAINT-MAX et de SEICHAMPS

3^{ème} section d'inspection du travail de Meurthe-et-Moselle :

- Les cantons de CHAMBLEY-BUSSIÈRES, de CONFLANS-EN-JARNISY, de MALZEVILLE, de NOMENY, de POMPEY et de PONT-A-MOUSSON

4^{ème} section d'inspection du travail de Meurthe-et-Moselle :

- Les cantons d'ARRACOURT, de BACCARAT, de BADONVILLER, de BAYON, de BLAMONT, de CIREY-SUR-VEZOUZE, de GERBEVILLER, de LUNEVILLE et de TOMBLAINE

- La partie nord-est de la commune de NANCY délimitée par :

- * au nord et à l'est : limites de la commune
- * à l'ouest :
 - Rue Guerrier de Dumast (incluse)
 - Place Carnot (incluse)
 - Cours Léopold (inclus)
 - Place du Luxembourg (incluse)
 - Rue de Metz (incluse)
- * au sud :
 - Place Dombasle (exclue)
 - Rue Stanislas (exclue)
 - Place Stanislas (exclue)
 - Rue Sainte Catherine (exclue)
 - Rue Henri Bazin (exclue)
 - Rue des Cristalleries (exclue)
- La partie sud-ouest de la commune de NANCY délimitée par :
 - * au sud et à l'ouest : limites de la commune
 - * au nord :
 - Avenue Anatole France (incluse)
 - Rue Raymond Poincaré (incluse)
 - * à l'est :
 - Rue Mazagran (exclue)
 - Boulevard Joffre (exclu)

Place Alexandre Ier (exclue)
 Pont des Fusillés (inclus)
 Rue de Phalsbourg (incluse)
 Avenue du Général Leclerc (incluse)
 Place des Vosges (incluse)
 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny (incluse)
 Avenue de Strasbourg (incluse)
 Place du Général de Castelnau (incluse)

5^{ème} section d'inspection du travail de Meurthe-et-Moselle :

- Les cantons de COLOMBEY-LES-BELLES, d'HAROUE, de NEUVES-MAISONS, de SAINT-NICOLAS-DE-PORT, de VANDOEUVRE-LES-NANCY et de VEZELISE

- La partie nord-ouest de la commune de NANCY délimitée par :

* à l'ouest et au nord : les limites de la commune

* à l'est :
 Rue de Metz (exclue)
 Place du Luxembourg (exclue)
 Cours Léopold (exclu)
 Rue Guerrier de Dumast (exclue)
 Place Dombasle (incluse)
 Rue Stanislas (incluse)
 Rue de la Visitation (exclue)
 Rue des Ponts (exclue)

* au sud :
 Rue de l'Abbé Didelot (exclue)
 Place Alexandre Ier (incluse)
 Boulevard Joffre (inclus)
 Rue Mazagran (incluse)
 Rue Raymond Poincaré (exclue)
 Avenue Anatole France (exclue)

6^{ème} section d'inspection du travail de Meurthe-et-Moselle :

- Les cantons de DIEULOUARD, de DOMEVRE-EN-HAYE, de LAXOU, de THIAUCOURT-REGNIEVILLE et de TOUL

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Service actions et établissements de santé

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/MH/MC n° 01481/08 du 16 décembre 2008 portant inscription de la Société Civile Professionnelle d'Infirmières SCP « FRUSTIN-VILLAUME » sise 10 rue de la Mairie à BAYON (54290) - Inscription n° 54-08-43

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que le dossier fourni est conforme.

ARRETE

Article 1^{er} : La Société Civile Professionnelle d'Infirmières « FRUSTIN-VILLAUME » est inscrite sur la liste des sociétés civiles professionnelles d'infirmiers ou d'infirmières de Meurthe-et-Moselle sous le numéro 54-08-43, pour une durée de cinquante (50) années ;

Raison sociale : Société Civile Professionnelle d'Infirmières « FRUSTIN-VILLAUME ».

Siège social : 10 rue de la Mairie
 54290 BAYON

Cogérantes :

- Madame Claire FRUSTIN épouse VAICLE ;
 - Mademoiselle Céline VILLAUME.

Article 2 : Toute modification de la société sera portée, dans le délai d'un mois, à la diligence des gérants, à la connaissance du Préfet.

Article 3 : Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à :

- Madame Claire FRUSTIN épouse VAICLE ;
 - Mademoiselle Céline VILLAUME ;
 - SELARL JURI'ACT ;
 - Monsieur le Greffier du Tribunal de Commerce de Nancy ;
 - Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY ;
 - Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.

Nancy, le 16 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
 Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
 L'inspecteur,
 Michèle HERIAT

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/19-09 du 8 janvier 2009 portant agrément n° 174 de l'entreprise de transports sanitaires SARL AMBULANCES DES SALINES, 16 chemin de la Basse Taye - 54110 Rosières-aux-Salines

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Considérant :

- que le dossier déposé à l'appui de la demande de Monsieur DA COSTA Yannick est conforme à l'article R 6312-13 du code de santé publique ;
 - que les locaux répondent aux normes actuellement en vigueur ;
 - que les véhicules mis en circulation proviennent d'un parc existant dans le département ;

ARRETE

Article 1^{er} : Est agréée pour l'accomplissement de transports sanitaires effectués dans le cadre de l'aide médicale urgente et pour l'accomplissement de transports sanitaires de malades, blessés ou parturientes effectués sur prescription médicale, l'entreprise de transports sanitaires terrestres ci-après désignée :

Dénomination sociale : AMBULANCES DES SALINES

Forme : société à responsabilité limitée

Capital : 7 500 €

Siège social : 16 chemin de la Basse Taye
54110 ROSIERES AUX SALINES

Gérant : Monsieur Yannick DA COSTA.

Article 2 : La liste des membres du personnel composant les équipages des véhicules de transports sanitaires précisant leur qualification est constamment tenue à jour.

Cette liste est adressée annuellement à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales qui est avisée sans délai de toute modification de la liste.

Article 3 : Toute modification de l'entreprise doit être signalée à la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales.

Article 4 : L'entreprise peut, à tout moment, être inspectée ou contrôlée par les services de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales. Ces inspections ou contrôles peuvent avoir lieu inopinément ou sur rendez-vous.

Article 5 : Toute infraction à la réglementation sur les transports sanitaires terrestres peut faire l'objet de sanctions dans les formes et conditions prévues aux articles L 6313-1 et R 6314-1 à R 6314-6 du code de la santé publique.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à Monsieur DA COSTA Yannick et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Nancy, 5 Place Carrière – 54000 NANCY, dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 7 : Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de NANCY,

- à Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de LONGWY.

Nancy, le 8 janvier 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
Daniel BOUFFIER

Service santé - environnement

Extrait de l'arrêté n° 1502 du 30 décembre 2008 portant modification de la liste des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : La composition du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, prévu à l'article 1 de l'arrêté n° 3732 du 19 septembre 2006, est modifiée comme suit :

- 1^{er} groupe – Sept représentants des services de l'Etat :

* le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ou son représentant ;

* le directeur départemental des services vétérinaires ou son représentant ;

* le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ou son représentant ;

* le directeur régional de l'environnement ou son représentant ;

* le directeur du service de la navigation du Nord-Est ou son représentant ;

* deux représentants de la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture (D.D.E.A.).

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs, et dont ampliation sera adressée aux intéressés ainsi qu'aux Sous-préfets de BRIEY, LUNEVILLE et TOUL.

Nancy, le 30 décembre 2008

Le préfet,
Hugues PARANT

Service solidarité - autonomie

Décision d'autorisation budgétaire et de tarification - Extrait de l'arrêté DDASS / SSA / n° 1508 du 29 décembre 2008 modifiant pour 2008 la dotation globale et le forfait journalier de soins de la maison de retraite privée autonome "Sainte Thérèse" de Ludres

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : Pour l'exercice 2008, les recettes et les dépenses de la maison de retraite ci-dessous désignée :

Maison de retraite "Sainte Thérèse" – 50 rue de la Gare – 54710 LUDRES - N° FINESS : 54 0003142

sont autorisées comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en euros	Total en euros
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	28 677,66	1 332 114,78
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 223 999,85	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	78 472,00	
	Déficit reporté	965,27	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 332 114,78	1 332 114,78
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	00,00	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	00,00	
	Excédent reporté	00,00	

Article 2 : Les tarifs précisés à l'article 3 sont calculés en prenant en compte les reprises des résultats pour un montant de 965,27 euros (déficit).

Article 3 : La dotation globale de financement soins 2008 de la maison de retraite "Sainte Thérèse" de LUDRES est fixée à 1 332 114,78 euros.

Le forfait journalier afférent aux soins est fixé à :

GIR 1 et 2 : 35,47 euros

GIR 3 et 4 : 26,75 euros

GIR 5 et 6 : 18,04 euros

Article 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de NANCY Immeuble « les Thiers » 4, rue Piroux C.O. n°071 – 54 036 NANCY CEDEX, dans le délai franc d'un mois, à compter de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et notifié à la maison de retraite "Sainte Thérèse" de LUDRES.

Nancy, le 29 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
L'Inspecteur principal,
Philippe KRIN

Extrait de l'arrêté 2008 DDASS / SSA / N° 211 / DISAS / DIRECTION PA/PH N° 349 du 30 décembre 2008 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) Beau Site de Haroué après restructuration

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la demande répond aux besoins médico-sociaux évalués par le schéma gériatrique 2002-2006, en matière d'alternatives à l'hébergement permanent tels que l'accueil de jour et l'hébergement temporaire ;

Considérant que le projet satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le cahier des charges annexé au schéma ;

Considérant que le projet répond aux objectifs du Programme Interdépartemental d'Accompagnement des Handicaps et de la Perte d'Autonomie (PRIAC) ;

Considérant que le projet architectural, l'accessibilité et l'implantation de la structure répondent à des normes de qualité ;

Considérant que l'opération correspond aux critères de qualité requis pour répondre à l'attente des futurs résidents et de leurs familles ;

Considérant que le coût de fonctionnement –dépendance – de ce projet est compatible avec l'objectif annuel d'évolution des dépenses sociales –secteur personnes âgées- à prévoir par l'Assemblée Départementale ;

Considérant que le coût de fonctionnement pour la section budgétaire soins de ce projet est compatible avec le montant de l'enveloppe de financement des sections soins des établissements d'hébergement médico-sociaux pour personnes âgées dépendantes, notifiée pour la Meurthe-et-Moselle par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie ;

ARRETER

Article 1 : La capacité de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) Beau Site de HAROUÉ est fixée comme suit, au terme des travaux de restructuration :

- 78 places d'hébergement permanent, dont 14 dédiées à l'accueil de personnes atteintes de maladie d'Alzheimer et pathologies apparentées.

- 2 places d'hébergement temporaire.

- 2 places d'accueil de jour.

Article 2 : La présente autorisation vaut autorisation de fonctionner, sous réserve des conclusions de la visite de conformité aux normes mentionnées à l'article L. 313-6 du Code de l'Action Sociale et de Familles opérée après achèvement des travaux et avant la mise en service.

Article 3 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale, pour les 78 places de lits d'hébergement permanent.

Les 2 places d'hébergement temporaire et les 2 places d'accueil de jour ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Article 4 : La présente autorisation vaut autorisation à dispenser des prestations prises en charge par l'Etat ou les organismes de sécurité sociale et par le Département, au titre de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie à domicile.

Article 5 : La présente autorisation sera réputée caduque, si les travaux n'ont pas reçu un commencement d'exécution avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 6 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 places Carrière CO 38 54 036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, le directeur général des services du département et le directeur de la solidarité et de l'action sociale du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée au Président de l'association de gestion de la maison de retraite Beau site de HAROUÉ.

Nancy, le 30 décembre 2008

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Hugues PARANT

Pour le président du conseil général de Meurthe et Moselle et par délégation,
La vice-présidente,
Michèle PILOT

Extrait de l'arrêté 2008 DDASS / SSA / N° 1002 / DISAS / DIRECTION PA/PH N° 391 du 30 décembre 2008 modifiant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) du centre de moyen séjour de Faulx

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la demande répond aux besoins médico-sociaux évalués par le schéma gériatrique 2002-2006, en matière d'alternatives à l'hébergement permanent tels que l'accueil de jour et l'hébergement temporaire ;

Considérant que le projet satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le cahier des charges annexé au schéma ;

Considérant que le projet répond aux objectifs du Programme Interdépartemental d'Accompagnement des Handicaps et de la Perte d'Autonomie (PRIAC) ;

Considérant que l'opération correspond aux critères de qualité requis pour répondre à l'attente des futurs résidents et de leurs familles ;

Considérant que le projet ne présente pas de coût supplémentaire de fonctionnement ;

ARRETER

Article 1 : La capacité de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes « La Rochelle » du Centre de Moyen Séjour de FAULX est fixée comme suit, à compter du 1^{er} janvier 2009 :

- 168 places d'hébergement permanent

- 2 places d'hébergement temporaire sur l'EHPAD La Rochelle

Article 2 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale, pour les 168 places d'hébergement permanent.

Les 2 places d'hébergement temporaire ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Article 3 : La présente autorisation vaut autorisation à dispenser des prestations prises en charge par l'Etat ou les organismes de sécurité sociale et par le Département, au titre de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie à domicile.

Article 4 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 places Carrière CO 38 54 036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur général des services du département et le directeur de la solidarité et de l'action sociale du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée au directeur du Centre de Moyen Séjour de FAULX.

Nancy, le 30 décembre 2008

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Hugues PARANT

Pour le président du conseil général de Meurthe et Moselle et par délégation,
La vice-présidente,
Michèle PILOT

Extrait de l'arrêté 2008 DDASS / SSA / N° 1049 / DISAS / DIRECTION PA/PH N° 392 du 30 décembre 2008 fixant la capacité de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (maison de retraite) Saint-Charles de Bayon

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

Le président du conseil général de Meurthe-et-Moselle

Considérant que la demande répond aux besoins médico-sociaux évalués par le schéma gérontologique 2002-2006, en matière d'alternatives à l'hébergement permanent tels que l'accueil de jour et l'hébergement temporaire ;

Considérant que le projet satisfait aux règles d'organisation et de fonctionnement prévues par le cahier des charges annexé au schéma ;

Considérant que le projet répond aux objectifs du Programme Interdépartemental d'Accompagnement des Handicaps et de la Perte d'Autonomie (PRIAC) ;

Considérant que le coût de fonctionnement –dépendance – de ce projet est compatible avec l'objectif annuel d'évolution des dépenses sociales –secteur personnes âgées- à prévoir par l'Assemblée Départementale ;

Considérant que le coût de fonctionnement pour la section budgétaire soins de ce projet est compatible avec le montant de l'enveloppe de financement des sections soins des établissements d'hébergement médico-sociaux pour personnes âgées dépendantes, notifiée pour la Meurthe-et-Moselle par la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie ;

AR R E T E N T

Article 1 : La capacité de l'Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes Saint-Charles de BAYON est fixée comme suit, au terme des travaux de restructuration :

- 148 places d'hébergement permanent, dont 14 dédiées à l'accueil de personnes atteintes de maladie d'Alzheimer et pathologies apparentées.

- 5 places d'hébergement temporaire.

- 15 places d'accueil de jour.

Article 2 : La présente autorisation vaut autorisation de fonctionner, sous réserve des conclusions de la visite de conformité aux normes mentionnée à l'article L. 313-6 du Code de l'Action Sociale et de Familles opérée après achèvement des travaux et avant la mise en service.

Article 3 : La présente autorisation vaut habilitation à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale départementale, pour les 148 places d'hébergement permanent.

Les 5 places d'hébergement temporaire et les 15 places d'accueil de jour ne sont pas habilitées à recevoir des bénéficiaires de l'aide sociale.

Article 4 : La présente autorisation vaut autorisation à dispenser des prestations prises en charge par l'Etat ou les organismes de sécurité sociale et par le Département, au titre de l'Allocation Personnalisée d'Autonomie à domicile.

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal administratif de Nancy – 5 places Carrière CO 38 54 036 Nancy Cedex – dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou, à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur général des services du département et le directeur de la solidarité et de l'action sociale du département, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au bulletin des actes administratifs du département et au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée au Président de l'association de gestion de la maison de retraite Saint-Charles de BAYON.

Nancy, le 30 décembre 2008

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Hugues PARANT

Pour le président du conseil général de Meurthe et Moselle et par délégation,
La vice-présidente,
Michèle PILOT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORET
Service économie agricole et aménagement foncier

Extrait de l'arrêté 08/393/DDAF/REMBT du 24 novembre 2008 clôturant les opérations de remembrement et ordonnant le dépôt des plans définitifs de Eulmont

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : Le plan de remembrement est constitué des feuilles de sections :

Territoire de la commune de EULMONT

Sections ZB – ZC – ZD – ZE – ZH – ZI – ZK – ZL – ZM – ZN

Territoire de la commune de BOUXIERES AUX CHÊNES

Section YB – YC

Territoire de la commune de AGINCOURT

Sections YA – YB

Territoire de la commune de DOMMARTIN SOUS AMANCE

Sections YA – YB

Article 2 : Le plan désigné à l'article 1^{er} ci-dessus sera déposé en Mairie de EULMONT le 25 novembre 2008. A cette même date, sera déposé pour publication à la Conservation des Hypothèques de NANCY le Procès-Verbal de remembrement.

Article 3 : L'association foncière et les communes de EULMONT, BOUXIERES AUX CHÊNES, AGINCOURT et DOMMARTIN SOUS AMANCE sont autorisées à réaliser au titre de la loi sur l'eau, et sous réserve du respect des prescriptions suivantes, les travaux d'hydrauliques ainsi que les travaux de voirie et de plantations conformément aux règles de l'art et au projet décidé par les commissions d'aménagement foncier.

Le passage à gué sur l'Amezule devra être réalisé conformément au dossier modificatif de mai 2007 de l'étude hydraulique complémentaire à l'étude d'impact du remembrement sur la Commune d'Eulmont. L'ouvrage doit permettre d'assurer un écoulement des eaux en permanence pour ne pas entraver la circulation piscicole sur cette portion de l'Amezule.

La réalisation des travaux relatifs à la création du passage à gué sur l'Amezule devra respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 18 décembre 2007 (prescriptions générales rubrique 3.1.2.0), ainsi que les prescriptions suivantes :

Durant les travaux et afin d'en limiter l'impact sur le milieu aquatique, il est demandé :

- de préserver autant que faire se peut la ripisylve, notamment en préservant au maximum les arbres "résistants aux érosions" (saules, frênes, aulnes), ainsi que les arbustes ombrageant le cours d'eau ;
- de prendre toutes précautions visant à éviter la pollution qui serait notamment causée :
 - * par la rupture d'un flexible ou des fuites d'hydrocarbures (engins mécaniques équipés de réservoirs à double parois) ;
 - * par écoulement de laitance du ciment ou par mise en suspension de fines, et chute dans le ruisseau de matériaux divers.
- que les travaux soient impérativement réalisés en dehors des périodes de crue du cours d'eau ; en cas de montée des eaux, les obstacles présents dans le lit du cours d'eau seront enlevés et les matériels et matériaux mis en sûreté ;
- que la durée des travaux soit réduite au strict nécessaire ;
- en cas d'artificialisation du lit du cours d'eau, un réel lit d'étiage devra être créé ;
- une mise en place de filtres avec des bottes de paille ou tout autre moyen est obligatoire à l'aval immédiat de la zone de travail permettant de limiter l'impact des travaux pouvant entraîner une augmentation de la turbidité.

Après les travaux :

- le lit du ruisseau sera remis en bon état, si les matériaux du fond qui auront été extraits sont de bonne qualité, ils seront remis en place ;
- les berges seront remises en état ;
- dans les trois mois après l'achèvement du chantier le maître d'ouvrage transmettra au service police de l'eau le compte-rendu de chantier des travaux de traversée et le plan de récolement des travaux réalisés.

Le service police de l'eau devra être prévenu lors du démarrage de ces travaux.

Article 4 : Le présent arrêté peut être déféré, dans un délai de deux mois dès l'accomplissement des dernières mesures de publicité, devant le Tribunal Administratif de NANCY – 5 Place de la Carrière – CO 38 – 54036 NANCY CEDEX.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Messieurs les Maires d'EULMONT, de BOUXIERES AUX CHÊNES, d'AGINCOURT et de DOMMARTIN SOUS AMANCE, Monsieur le Colonel du Groupement de Gendarmerie, Monsieur le Président de l'association foncière sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel, dans un journal du département et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée :

à Monsieur le Trésorier Général de Meurthe-et-Moselle ; à Monsieur le Président de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier de Meurthe-et-Moselle ; à Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle, à Monsieur le Président de la Fédération de Meurthe-et-Moselle pour la pêche et la protection du milieu aquatique,

Nancy, le 24 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté 08/394/DDAF/REMBT du 24 novembre 2008 portant modification des limites territoriales entre Eulmont, Agincourt, Bouxieres aux Chênes et Dommartin sous Amance

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

A R R E T E

Article 1^{er} : Les modifications de limites territoriales entre les communes de EULMONT, AGINCOURT, BOUXIERES AUX CHÊNES et de DOMMARTIN SOUS AMANCE (arrondissement de NANCY, canton de MALZEVILLE) sont approuvées conformément au plan signé annexé au présent arrêté.

Article 2 : Les modifications des limites territoriales opérées, d'un commun accord entre les communes, s'effectueront avec toutes les conséquences qu'elles comportent.

Article 3 : Les conseils municipaux de EULMONT, AGINCOURT, BOUXIERES AUX CHÊNES et de DOMMARTIN SOUS AMANCE sont maintenus en fonction.

Article 4 : La modification des limites territoriales des communes de EULMONT, AGINCOURT, BOUXIERES AUX CHÊNES et de DOMMARTIN SOUS AMANCE n'entraîne aucun transfert de population.

Article 5 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée aux maires des communes de EULMONT, AGINCOURT, BOUXIERES AUX CHÊNES et de DOMMARTIN SOUS AMANCE et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 24 novembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Service police de l'eau

Extrait de l'arrêté n° 54-2008-00139 du 18 décembre 2008 portant opposition à déclaration au titre de l'article I 214-3 du code de l'environnement concernant le busage du ruisseau "le Viterne" sur le territoire de la commune de Viterne

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant :

- que la masse d'eau « le ruisseau de Viterne » (CR 269) affiche à l'heure actuelle un bon état ;
- que l'impact, du busage d'un tronçon supplémentaire du ruisseau dans le village, sur cette masse d'eau est dommageable au milieu naturel par la destruction de la flore et de la faune associée ;
- que le busage apporte des perturbations multiples et contribue à la dégradation de la qualité écologique du cours d'eau, donc est incompatible avec les objectifs de la Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE) ;
- que le projet est incompatible avec le SDAGE Rhin-Meuse approuvé en 1996 dont un des objectifs est de « restaurer et gérer les écosystèmes aquatiques » et notamment « élaborer des méthodes de gestion des écosystèmes aquatiques » ;
- que le dossier ne présente aucune mesure permettant de diminuer voire effacer l'impact du projet ;

A R R E T E

Article 1 : Opposition à déclaration

En application de l'article L 214-3, 4° paragraphe, du code de l'environnement, il est fait opposition à la déclaration présentée par la commune de VITERNE – 54123 VITERNE, concernant le busage d'un tronçon du ruisseau "le Viterne" à VITERNE (en secteur village).

Article 2 : Voies et délais de recours

A peine d'irrecevabilité de tout recours contentieux à l'encontre de la présente décision, le déclarant doit, dans un délai de 2 mois suivant la notification de celle-ci, saisir préalablement le préfet en recours gracieux qui statue alors après avis de la commission compétente en matière d'environnement et de risques sanitaires et technologiques, devant laquelle le déclarant peut demander à être entendu.

Conformément à l'article R214-34 du code de l'environnement, le silence gardé par l'administration sur la demande déposée par le déclarant auprès du préfet pendant plus de quatre mois emporte décision implicite du projet.

Article 3 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de la commune de VITERNE, le chef du service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, et dont une ampliation sera tenue à la disposition du public dans la mairie concernée.

Copie sera mise à disposition du public sur le site Internet de la préfecture.

Copie du présent arrêté, sera affichée en mairie de VITERNE.

Nancy, le 18 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Extrait de l'arrêté du 7 janvier 2009 autorisant et déclarant d'intérêt général le programme pluriannuel de restauration de la Mortagne et de ses affluents et de deux affluents de la Meurthe, des ruisseaux de l'Etang et de Laxat au titre du code de l'environnement

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant que les prescriptions du présent arrêté permettent de garantir une gestion globale et équilibrée de la ressource en eau ;

Considérant que le pétitionnaire a été consulté après le CODERST afin de faire part de ses observations dans le délai de 15 jours conformément à la réglementation ;

ARRETE

Titre I : Objet de l'autorisation et de la déclaration d'intérêt général

Article 1 : Objet de l'autorisation et de la déclaration d'intérêt général

A la demande de la Communauté de Communes de la Mortagne représentée par son Président, les travaux, actions, ouvrages ou installations relatifs à l'opération suivante : programme pluriannuel de restauration de la Mortagne et de ses affluents, de deux affluents de la Meurthe et des ruisseaux de l'Etang et de Laxat sont déclarés d'intérêt général.

La Communauté de Communes de la Mortagne représentée par son Président est autorisée en application de l'article L 214-3 du code de l'environnement, sous réserve des prescriptions énoncées aux articles suivants, à réaliser l'opération susvisée. Les travaux sont situés sur les cours d'eau et les communes suivants :

Cours d'eau	Communes traversées d'amont en aval
Rivière la Mortagne	Magnières, Vallois, Moyen, Gerbéviller, Haudonville, Xermaménil, Lamath, Mont-sur-Meurthe
Ruisseau de la Belleville	Magnières
Ruisseau du Pré Varé	Mattexey, Séranville
Ruisseau du Boiret	Séranville, Mattexey, Vallois
Ruisseau de Moranviller	Réménoville, Gerbéviller
Ruisseau de Censal	Moriviller, Gerbéviller, Haudonville
Ruisseau du Landécourt	Lamath
Ruisseau de l'Etang (affluent de la Meurthe)	Moyen, Vathiménil
Ruisseau du Laxat (affluent de la Meurthe)	Fraimbois

Les rubriques définies au tableau de l'article R 214-1 du code de l'environnement concernées par cette opération sont les suivantes :

Rubrique	Intitulé	Régime
3. 1. 2. 0.	Installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau, à l'exclusion de ceux visés à la rubrique 3.1.4.0, ou conduisant à la dérivation d'un cours d'eau : 1° Sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m (A) ; 2° Sur une longueur de cours d'eau inférieure à 100 m (D).	Autorisation
3. 1. 4. 0.	Consolidation ou protection des berges, à l'exclusion des canaux artificiels, par des techniques autres que végétales vivantes : 1° Sur une longueur supérieure ou égale à 200 m (A) ; 2° Sur une longueur supérieure ou égale à 20 m mais inférieure à 200 m (D).	Déclaration
3. 1. 5. 0.	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet : 1° Destruction de plus de 200 m ² de frayères (A) ; 2° Dans les autres cas (D).	Déclaration

Article 2 : Caractéristiques des ouvrages

Le plan de gestion comprend un programme de restauration et un programme d'entretien.

Le programme de restauration se déroulera de 2009 à 2010 pour la Mortagne et de 2011 à 2012 pour les affluents. Il comprend :

- Traitement de la végétation des berges (coupe d'arbres, élagages, enlèvement sélectif des embâcles) qui est globalement vieillissante sur l'ensemble du linéaire. Le traitement se décompose en 3 niveaux selon l'importance (niveau 1 : traitement léger - niveau 2 : traitement moyen - niveau 3 : traitement important)
 - Plantations d'espèces adaptées au bord des cours d'eau, en complément de la végétation existante ou pour créer une ripisylve sur des secteurs totalement dépourvus de végétation ligneuse.
 - Restauration des annexes hydrauliques de la Mortagne qui sont déconnectées de la rivière par formation d'un bouchon sédimentaire à l'embouchure des bras morts et sur lesquelles la végétation a tendance à se reformer.
 - Protection des berges au droit de sites particulièrement soumis au phénomène d'érosion et qui présente un enjeu (chemin, route, ouvrage)
 - Gestion des atterrissements dans le lit de la Mortagne lorsqu'ils provoquent des perturbations hydrauliques au niveau des ouvrages d'art.
 - Aménagement des zones piétinées par le bétail qui déstabilise le lit et les berges et favorise le phénomène de colmatage du lit
- Le programme de restauration sera suivi d'un programme de gestion visant à :
- Assurer le bon écoulement des eaux en limitant le risque de formation d'embâcles par le déchaussement d'arbres fragilisés ou morts
 - Assurer la stabilité des berges en veillant à maintenir une végétation adaptée et saine
 - Améliorer les capacités d'auto épuration de la rivière et maintenir et favoriser les fonctions biologiques et paysagères des berges
 - Maintenir la connexion avec la rivière et entretenir la végétation des annexes hydrauliques
 - Réaliser l'enlèvement de la végétation et arasement superficiel des atterrissements lorsque c'est nécessaire

Titre II : Prescriptions

Article 3 : Prescriptions spécifiques

Les travaux seront conduits avec le souci permanent de ne pas aggraver l'écoulement des crues éventuelles et de préserver le milieu aquatique.

Le libre écoulement des eaux sera maintenu pendant toute la période des travaux. Les travaux seront arrêtés si le débit devenait trop important afin d'éviter tout risque de désordre sur le cours d'eau.

Le pétitionnaire prendra contact avant le démarrage de chaque phase de travaux en rivières avec la DIREN lorraine afin de mettre en place un dispositif de surveillance des cours d'eau. Le pétitionnaire prendra ses dispositions pour connaître à tout moment la valeur des débits de la Mortagne à la station hydrométrique la plus proche. La périodicité de prise en compte de ces débits sera adaptée à l'évolution prévisionnelle des apports du bassin versant suivant les conditions fournies par les services compétents. Si des crues sont prévues, les engins seront retirés de la zone inondable.

Les travaux portant sur la végétation des berges seront réalisés depuis les rives en longeant la rivière.

Les travaux au sein du lit mineur seront réalisés en période de basses eaux, afin de limiter les incidences sur le milieu aquatique.

Les travaux effectués dans le lit seront réalisés de manière à minimiser la mise en mouvement des matières en suspension par la mise en place de barrages filtrants afin de retenir le maximum de matières en suspension.

Les détails d'exécution du programme prévisionnel d'intervention feront l'objet d'une concertation avant le démarrage de chaque phase de travaux des services de l'ONEMA.

Aussitôt après l'achèvement des travaux, le pétitionnaire devra enlever tous les décombres, terres, matériaux divers qui pourraient subsister.

Des arbres coupés d'un diamètre supérieur à 10 cm seront laissés à la disposition des propriétaires riverains pendant trois semaines. Passé ce délai le pétitionnaire prendra ses dispositions pour les faire éliminer par broyage, brûlage ou évacuation.

Les plantations sur rives ne pourront être entreprises qu'avec l'accord préalable et écrit du propriétaire riverain concerné.

Article 4 : Servitudes de passage

Pendant les travaux, les riverains devront laisser passage sur leurs terrains, depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, aux agents et surveillants chargés des travaux ainsi qu'aux agents chargés de la police et l'eau et de la police de la pêche.

Les propriétaires riverains seront personnellement informés à l'avance des travaux les concernant par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

Article 5 : Mesures de sauvegarde

Pendant les travaux, les ouvrages et les ruisseaux au droit de l'emprise des travaux seront constamment entretenus aux frais du permissionnaire en bon état de fonctionnement.

Le permissionnaire sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux et de la pêche.

Les systèmes hydrauliques et les réservoirs de carburant des engins seront vérifiés afin d'écarter tout risque de pollution des eaux. Les stockages d'hydrocarbures comporteront une cuve de rétention de capacité suffisante.

Des matériaux absorbants seront présents sur le chantier pour confiner tout départ de pollution. Les abords du chantier seront nettoyés.

Le nettoyage éventuel des engins mis en œuvre sur le chantier sera réalisé sur une aire aménagée à cet effet et équipée de dispositifs déboueurs déshuileurs. Cette surface sera impérativement en dehors des zones inondables.

Afin de permettre, s'il y a lieu, de prendre toute mesure préventive de sauvegarde du poisson, le permissionnaire avisera au moins quinze jours avant le début d'exécution des travaux le service départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques de Meurthe et Moselle et la D.D.A.F. de Meurthe et Moselle chargée de la police de l'eau et de la pêche.

Article 6 : Mesures de sécurité publique

L'entrepreneur veillera aux mesures de sécurité (signalisations, port de matériel de sécurité : casque, gants...).

Dans l'intérêt de la sécurité publique, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir et faire disparaître, aux frais et risques du pétitionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant du présent article pas plus que la surveillance des personnes habilitées ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire qui demeure pleine et entière, tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien, leur exploitation.

Titre III : Dispositions générales

Article 7 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objets de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être porté, avant sa réalisation à la connaissance du préfet, conformément aux dispositions de l'article R 214-18 du code de l'environnement.

Article 8 : Caractère de l'autorisation

L'autorisation pluriannuelle d'exécution du plan de gestion comprenant restauration et entretien est accordée jusqu'au 31/12/2013. Elle pourra être renouvelée pour 5 ans si la Communauté de Communes de la Mortagne présente 6 mois avant l'échéance un nouveau plan de gestion.

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité de l'état exerçant ses pouvoirs de police.

Faute pour le permissionnaire de se conformer dans le délai fixé aux dispositions prescrites, l'administration pourra prononcer la déchéance de la présente autorisation et prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître aux frais du permissionnaire tout dommage provenant de son fait, ou pour prévenir ces dommages dans l'intérêt de l'environnement de la sécurité et de la santé publique, sans préjudice de l'application des dispositions pénales relatives aux contraventions au code de l'environnement.

Il en sera de même dans le cas où, après s'être conformé aux mesures prescrites, le permissionnaire changerait ensuite l'état des lieux fixé par cette présente autorisation, sans y être préalablement autorisé, ou s'il ne maintenait pas constamment les installations en état normal de bon fonctionnement.

Article 9 : Déclaration des incidents ou accidents

Le permissionnaire est tenu de déclarer au préfet, dès qu'il en a connaissance, les accidents ou incidents intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le permissionnaire demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

Article 10 : Accès aux installations

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés par la présente autorisation, dans les conditions fixées par le code de l'environnement. Ils pourront demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution du présent arrêté.

Article 11 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 12 : Autres réglementations

La présente autorisation ne dispense en aucun cas le permissionnaire de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 13 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes de la présente autorisation sera publié par la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Une copie de la présente autorisation sera transmise pour information aux conseils municipaux des communes de Fraimbois, Gerbéviller, Haudonville, Lamath, Magnières, Mattexey, Mont-sur-Meurthe, Moriviller, Moyen, Réménoville, Séranville, Vallois, Vathiménil et Xermaménil.

Une copie de la présente autorisation énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affichée pendant une durée minimale d'un mois dans les mairies de Fraimbois, Gerbéviller, Haudonville, Lamath, Magnières, Mattexey, Mont-sur-Meurthe, Moriviller, Moyen, Réménoville, Sérerville, Vallois, Vathiménil et Xermaménil. Un exemplaire du dossier de déclaration d'intérêt général sera mis à la disposition du public pour information à la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, ainsi qu'à la mairie de la commune de Gerbéviller (siège de la Communauté de Communes de la Mortagne).

La présente autorisation sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 14 : Voies et délais de recours

La présente autorisation est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de sa publication au recueil des actes administratifs par le pétitionnaire dans un délai de deux mois suivant sa notification et par les tiers dans un délai de quatre ans suivant sa notification dans les conditions de l'article L 514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R 421-2 du code de justice administrative.

Article 15 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Lunéville, le président de la Communauté de Communes de la Mortagne, les maires des communes de Fraimbois, Gerbéviller, Haudonville, Lamath, Magnières, Mattexey, Mont-sur-Meurthe, Moriviller, Moyen, Réménoville, Sérerville, Vallois, Vathiménil et Xermaménil, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de Meurthe-et-Moselle (service police de l'eau) et le Commandant de la compagnie de gendarmerie départementale de Lunéville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie du présent arrêté sera adressée au Service Départemental de l'Office National des Eaux et des Milieux Aquatiques de Meurthe-et-Moselle(ONEMA),

Une copie du présent arrêté sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée et mise à disposition du public sur le site internet de la préfecture.

Nancy, le 7 janvier 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

Service forêt, chasse et milieux naturels

Commission départementale de la chasse et de la faune sauvage - Formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles - Campagne 2008 - Séance du 19 décembre 2008

Lors de la séance du 19 décembre 2008, la formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles a arrêté les dispositions suivantes pour la campagne 2008 :

Barème d'indemnisation (4^{ème} partie)

Tournesol (€)	Maïs grain (€)	Maïs ensilage (€)	Betterave (€)
27,10	9,10	2,50	2,08

Epeautre : sur la base du barème pour le blé

Raisin (sous réserve du respect des quotas) :

	GAMAY	PINOT NOIR / AUXERROIS
Vente en raisin (prix au kg)	0,84 €	0,91 €
Vente du vin en vrac soit un prix du raisin au kg de (base 140 kg raisin/hl vin)	150 € / hl 1,07 € / kg	170 € / hl 1,21 € / kg
Vente du vin à la bouteille (prix moyen HT) soit une valoration du kg de raisin à	3,95 € 1,69 €	4,80 € 2,06 €

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de l'arrêté n° 2008/471 du 19 décembre 2008 prononçant une application du régime forestier - commune de Saulxerotte

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrain désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Contenance (ha)	Territoire Communal
	Section	N° de parcelle	Lieudit		
Commune de Saulxerotte	ZA	2	Le Val le Prêtre	1,0540	Saulxerotte idem
	ZA	8 partie	La Croisette	0,5172	
	ZA	Chemin entre parcelles 1 et 2	Le Val le Prêtre	0,1021	
	ZA	Chemin dans la parcelle 4	Bois de la Louvière	0,1054	
	ZA	Chemin dans la parcelle 4	Bois de la Louvière	0,1404	
TOTAL :				1,9191	

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle sud de l'office national des forêts à Nancy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée au maire de la commune de Saulxerotte.

Nancy, le 19 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de l'arrêté n° 2008/472 du 19 décembre 2008 prononçant une application du régime forestier - commune de Selaincourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : Il est fait application du régime forestier aux parcelles de terrain désignées ci-après :

Personne morale propriétaire	Désignation cadastrale			Contenance (ha)	Territoire Communal
	Section	N° de parcelle	Lieudit		
Commune de Selaincourt	B2	432	Bois de Selaincourt	0,5690	Selaincourt
	B2	434	Idem	0,5140	Idem
	B2	436	Idem	0,0002	Idem
	B2	Chemin rural du Val de prêtre en partie	Idem	0,2442	Idem
	B2	Chemin d'expl. en partie entre parcelle 436 et 468	Idem	0,0105	Idem
	B2	469	Idem	1,1000	Idem
	TOTAL :			2,4379	

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle sud de l'office national des forêts à Nancy sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont ampliation sera adressée au maire de la commune de Selaincourt.

Nancy, le 19 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

Extrait de l'arrêté n° 2008/473 du 19 décembre 2008 prononçant une application du régime forestier - commune de Bernécourt

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : Il est fait application du régime forestier à la parcelle de terrain désignée ci-après :

Personne morale propriétaire	Territoire communal	Désignation cadastrale			Contenance (ha)
		Lieudit	Section	N° de parcelle	
Commune de Bernécourt	Bernécourt	La vallée de Brau	A	745 pie	1,5582
					1,5582

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle nord de l'office national des forêts sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont une ampliation sera adressée au maire de Bernécourt.

Nancy, le 19 décembre 2008

Pour le préfet et par délégation,
Le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
Yves ROYER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES VETERINAIRES

Service santé et protection animales

Extrait de la convention du 4 décembre 2008 relative aux tarifs de rémunération des vétérinaires sanitaires qui exécutent les opérations de prophylaxie collective dirigées par l'Etat dans le département de Meurthe-et-Moselle

ENTRE les vétérinaires sanitaires représentés par :

- le Dr Mathieu CUVILLIER pour le Syndicat National des Vétérinaires d'Exercice Libéral,
- le Dr Dominique THIERRY pour le Conseil Régional de l'Ordre des vétérinaires,

d'une part,

Et les éleveurs d'animaux de rente représentés par :

- Monsieur Michel MAGRON pour la chambre d'agriculture,
- Monsieur Dominique COLIN pour le groupement de défense sanitaire,

d'autre part,

Considérant les négociations du 23 septembre 2008 et du 4 décembre 2008 ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er - Objet :

Par la présente convention sont fixés les tarifs de rémunération des vétérinaires sanitaires qui exécutent les opérations de prophylaxie collective dirigées par l'Etat pour les campagnes de prophylaxies collectives des bovins, ovins et caprins et porcins.

Article 2 – pour les opérations de dépistage :

Les tarifs des actes de prélèvements en vue du dépistage ou de dépistage des maladies réputées contagieuses soumises à prophylaxie sont déterminés comme suit, par animal, selon la nomenclature en vigueur.

Un forfait déplacement ainsi que la prise en charge des frais d'acheminement et de matériels sont également prévus.

T A R I F S			
OPERATIONS	COUT H.T.	T.V.A.	COUT T.T.C.
BOVINS :			
1 - Visite	22,59 €	4,43 €	27,02 €
2 - Déplacement	16,00 €	3,14 €	19,14 €
3 - Prise de sang	1,90 €	0,37 €	2,27 €
4 - Prélèvement de lait	1,37 €	0,27 €	1,64 €
5 - Prélèvements génitaux	1,53 €	0,30 €	1,83 €
6 - Tuberculination I.D.S. (hors fourniture tuberculine)	1,25 €	0,25 €	1,50 €
I.D.C. (hors fourniture tuberculine)	2,38 €	0,47 €	2,85 €
9 - Visite de contrôle des expéditions à l'abattoir des animaux sous LPS	22,59 €	4,43 €	27,02 €
10 - Prélèvements fèces (individuels)	1,82 €	0,36 €	2,18 €
OVINS-CAPRINS :			
1 - Visite	22,59 €	4,43 €	27,02 €
2 - Déplacement	16,00 €	3,14 €	19,14 €
3 - Prise de sang	0,90 €	0,18 €	1,08 €
4 - Prélèvements de lait	1,37 €	0,27 €	1,64 €
5 - Prélèvements génitaux	1,53 €	0,30 €	1,83 €
6 - Tuberculination des caprins (hors fourniture tuberculine)	1,25 €	0,25 €	1,50 €
7 - Visite d'exploitation au titre du CSO de la Tremblante / heure	51,20 €	10,04 €	61,24 €
PORCINS :			
1 - Visite	22,59 €	4,43 €	27,02 €
2 - Déplacement	16,00 €	3,14 €	19,14 €
3 - Prise de sang	1,47 €	0,29 €	1,76 €
4 - Identification	0,90 €	0,18 €	1,08 €
CONTRÔLE D'ACHAT : (et exportations, ventes aux enchères)			
1 - Visite	22,59 €	4,43 €	27,02 €
1 bis - contrôle en cas de concours : visite	20,38 €	3,99 €	24,37 €
2 - Déplacement	16,00 €	3,14 €	19,14 €
3 - Prise de sang + Tuberculination (animaux de plus de 6 semaines)	5,67 €	1,11 €	6,78 €
4 - Prise de sang (animaux quelque soit l'âge)	4,52 €	0,89 €	5,41 €
5 - Frais de prélèvement pour recherche P80 ou PCR (prélèvement + matériel)	0,58 €	0,11 €	0,69 €
CHEPTELS D'ENGRAISSEMENT DEROGATAIRES			
1 - Visite de conformité pour obtention ou maintien dérogation	22,59 €	4,43 €	27,02 €
2 - Déplacement	16,00 €	3,14 €	19,14 €
DIVERS			
FRAIS D'ENVOI des tubes de 1 à 40 tubes	4,80 €	0,94 €	5,74 €
FRAIS D'ENVOI des tubes + 40 tubes	8,90 €	1,74 €	10,64 €
FRAIS DE MATERIEL (tube et aiguille) par animal	0,27 €	0,05 €	0,32 €

Article 3 – Vaccination contre le virus de la fièvre catarrhale ovine (FCO) :

Lorsque un troupeau est vacciné en plusieurs intervention, le forfait déplacement à 16 euros (HT) est facturé à chaque déplacement. Le tarif (HT) des actes de vaccination est déterminé par animal en prenant en considération les modalités de contention qui facilitent ou pas le travail ou la taille du cheptel considéré..

	Bovin			Petit ruminant	
	2 injections (BTV1 et BTV8)	1 injection (BTV1 ou BTV8)		2 injections (BTV1 et BTV 8)	1 injection (BTV 1 ou BTV8)
Animal contenu	1,95 €	1,30 €	Inférieur à 100 animaux Supérieur à 100 animaux	1,10 €	0,90 €
Animal non contenu	2,40 €	1,60 €		0,80 €	0,40 €

Deux vacations de visite à 22,59 euros (HT) sont prévues pour la primo-vaccination ; une vacation de visite à 22,59 euros (HT) pour le rappel. Lorsque un troupeau est vacciné en plusieurs intervention, le forfait déplacement à 16 euros (HT) est facturé à chaque déplacement.

Les vaccins sont facturés aux éleveurs par le vétérinaire selon le barème (HT) suivant :

	Bovins	Ovins
Dose BTV 1	0,40 €	0,10 €
Dose BTV 8	0,29 €	0,10 €
Frais de gestion des vaccins par dose injectée	0,05 €	0,05 €

Article 4 – Vaccination contre la rhinotrachéite infectieuse bovine (IBR) :

Le tarif de l'acte de vaccination contre l'IBR est déterminé à 1,00 euros (HT).

La dose de vaccin est facturée 1,25 fois le prix d'achat.

Article 5 - Durée de la convention :

La présente convention est conclue pour la durée de la campagne de prophylaxie correspondante à l'espèce concernée.

Article 6 - Dispositions finales :

La présente convention comprend neuf articles. Elle est établie en un seul exemplaire original conservé par la Direction Départementale des Services Vétérinaires. Elle est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle. Chacune des parties peut en faire la publicité auprès de ses membres.

Nancy, le 4 décembre 2008

Pour le GDS,
M. Dominique COLIN

Pour la chambre d'agriculture,
M. Michel MAGRON

Pour le SNVEL,
Dr Mathieu CUVILLIER

Pour le CRO,
Dr Dominique THIERCY

Le directeur départemental des services vétérinaires,
Dr Jean-Yves CHOLLET

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'AGRICULTURE

Service environnement - eau et biodiversité

Extrait de l'arrêté du 8 janvier 2009 mettant en demeure le syndicat Intercommunal d'assainissement de l'Agglomération de Longwy à respecter le programme de travaux nécessaire à la mise en conformité de la collecte du système d'assainissement

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant qu'en application des textes susvisés, le système d'assainissement du syndicat intercommunal d'assainissement de l'agglomération de Longwy, eu égard à la taille de l'agglomération d'assainissement devait respecter les obligations résultant de la directive susvisée, notamment en ce qui concerne la collecte qui devait être réalisée avant le 31 décembre 1998 ;

Considérant en conséquence que le syndicat intercommunal d'assainissement de l'agglomération de Longwy doit réaliser les travaux de mise en conformité de son système d'assainissement dans les meilleurs délais, et en tout état de cause au plus tard le 31 décembre 2011, en cohérence avec la date du « zéro défaut assainissement 2012 » ;

ARRETE

Article 1^{er} : Objet de la mise en demeure

Le syndicat intercommunal d'assainissement de l'agglomération de Longwy (SIAAL) est mis en demeure de rendre le système d'assainissement de l'agglomération de Longwy conforme à la réglementation en vigueur.

Pour ce faire, les travaux suivants seront réalisés avant le 31 décembre 2011 :

Localisation	nature des travaux	pollution (habitants)
LONGWY	Collecte unitaire cités Merlin	520
LONGWY	collecte unitaire de rejets directs vers la Chiers - rive droite	385
HERSERANGE EST	Collecte vieux village	350
SAULNES	Collecte unitaire quartier Est	280
MONT SAINT MARTIN	Collecte unitaire rue du Bois Prieur	260
MONT SAINT MARTIN	Collecte unitaire du Piedmont	140
MONT SAINT MARTIN	Collecte unitaire rue de Nancy	130
MONT SAINT MARTIN	collecte unitaire rue de Thionville	120
LONGGLAVILLE	Collecte unitaire route de Longwy / avenue de l'aviation	105
MEXY	Collecte rue nationale	95
MONT SAINT MARTIN	Collecte unitaire rue Maréchal Joffre	80
REHON	Collecte unitaire rue de Lexy	70
LONGWY	collecte unitaire de rejets directs vers la Chiers - rive gauche	70
MONT SAINT MARTIN	Collecte unitaire rue de Metz	65
TOTAL		2670 hab.

Certains travaux pourront être remplacés par d'autres suite à la finalisation des études d'avant-projet, sur demande du pétitionnaire et sous réserve que le total de pollution collectée soit au moins égal aux travaux initialement prévus.

Article 2 : Sanctions administratives et pénales

En cas de non-respect des prescriptions prévues par l'article 1^{er} du présent arrêté, le syndicat intercommunal d'assainissement de l'agglomération de Longwy est passible des mesures prévues par l'article L. 216-1 du code de l'environnement, ainsi que des sanctions pénales prévues par les articles L. 216-9, L. 216-10 et L. 216-12 du même code.

En outre, en cas de constat de pollution des cours d'eau récepteurs des rejets du système d'assainissement existant, le syndicat intercommunal d'assainissement de l'agglomération de Longwy est passible des sanctions prévues par les articles L. 216-6 et L. 216-9 et L. 432-2 et L. 432-4 du code de l'environnement, dans les conditions prévues respectivement par les articles L. 216-12 et L. 437-23 du même code.

Article 3 : Publication

En vue de l'information des tiers :

- il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;
- une copie en sera déposée en mairies de Chenières, Cosnes-et-Romain, Cutry, Haucourt-Moulaine, Herserange, Hussigny-Godbrange, Longlaville, Longwy, Mexy, Mont-Saint-Martin, Rehon, Saulnes, Villers-La-Montagne et pourra y être consultée ;
- une copie sera affichée dans ces mairies pendant un délai minimum d'un mois.

Article 4 : Délais et voies de recours

Ainsi que prévu à l'article L. 216-2 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative (tribunal administratif de NANCY) dans les conditions prévues à l'article L. 514-6 du même code.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur départemental de l'équipement et de l'agriculture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au syndicat intercommunal d'assainissement de l'agglomération de Longwy.

Copie du présent arrêté sera adressé pour information :

- au directeur régional de l'environnement ;
- au directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;
- au directeur de l'Agence de l'eau Rhin-Meuse ;
- au président du conseil Général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 janvier 2009

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Jean-Michel MOUGARD

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Service actions et établissements de santé

Avis de concours externe sur titres en vue du recrutement de 13 maîtres-ouvriers au Carrefour d'Accompagnement Public social de Rosières-aux-Salines

Un concours externe sur titres en vue du recrutement de 13 maîtres-ouvriers sera organisé au Carrefour d'Accompagnement Public social de Rosières-aux-Salines, 4 rue Léon Parisot - 54110 ROSIERES AUX SALINES (Meurthe et Moselle).

Peuvent, être admis à concourir les candidats titulaires soit de deux diplômes de niveau V ou de deux qualifications reconnues équivalentes, soit de deux certifications inscrites au répertoire national des certifications professionnelles délivrées dans une ou plusieurs spécialités, soit de deux équivalences délivrées par la commission instituée par le décret du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requis pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emploi de la fonction publique, permettant de se présenter à ce concours, soit encore de deux diplômes au moins équivalents figurant sur une liste arrêtée par le ministre chargé de la santé.

Les dossiers d'inscription devront être adressés dans le délai d'un mois à compter de la date de parution du présent avis au recueil des actes administratifs par lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi, au Directeur de cet établissement auprès duquel peuvent être obtenus tous les renseignements complémentaires pour la constitution du dossier.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

Service aménagement, risques et urbanisme

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 18755 du 31 décembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Gorcy

Par arrêté préfectoral n° 18755 en date du 31 décembre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA lotissement Closeraie II Francelot. Lotissement la Closeraie III lieu-dit Pré la Saule, sur la commune de Gorcy.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 20286 du 31 décembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Diarville

Par arrêté préfectoral n° 20286 en date du 31 décembre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation T. jaune foyer d'accueil spécialisé rue de Mirecourt, sur la commune de Diarville.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 23260 du 31 décembre 2008 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Courbesseaux

Par arrêté préfectoral n° 23260 en date du 31 décembre 2008, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'enfouissement HTA lotissement « la Roanne » RD 70, sur la commune de Courbesseaux.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 19999 du 12 janvier 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Vandoeuvre

Par arrêté préfectoral n° 19999 en date du 12 janvier 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du passage T. vert en T. jaune maison de retraite La Sainte Famille 17 rue du Bois le Prêtre sur la commune de Vandoeuvre.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 8348 du 12 janvier 2009 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Grimonviller

Par arrêté préfectoral n° 8348 en date du 12 janvier 2009, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA SFR lieu-dit « Paquis de la Côte » sur la commune de Grimonviller.

AUTRES SERVICES

HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL DE POMPEY/LAY-SAINT-CHRISTOPHE

Avis de vacance de postes du 9 janvier 2009 dans le grade d'agent des services hospitaliers qualifié

En application du Décret n° 2004-118 du 6 février 2004 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la Fonction Publique Hospitalière, sont à pourvoir après inscription des candidats sur une liste d'aptitude :

- 2 postes d' AGENT DES SERVICES HOSPITALIERS QUALIFIE à l'Hôpital Local Intercommunal de POMPEY/LAY-SAINT-CHRISTOPHE

I – MODALITES DE CANDIDATURE

Aucune condition de titres ou de diplômes n'est exigée pour faire acte de candidature

II – MODALITES D'INSCRIPTION SUR CETTE LISTE D'APTITUDE

Cette liste sera la résultante de :

- Examen des dossiers de candidature par une Commission
- Après sélection par la Commission, audition publique des candidats préalablement retenus

III – DEPOT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les dossiers de candidature constitués de :

- Une lettre de candidature
- Un curriculum vitae détaillé établi par le candidat sur papier libre indiquant les formations suivies et les emplois occupés avec précision des durées

seront adressés par lettre recommandée avec accusé de réception à :

Madame la Directrice
HLI POMPEY/LAY-SAINT-CHRISTOPHE
3 rue de l'Avant-Garde
54340 POMPEY

Ils pourront être également valablement déposés au bureau des ressources humaines de l'établissement contre la remise d'une attestation de dépôt.

Un délai de 2 mois est imparti pour déposer sa candidature à compter de la date de publication de cet avis.

Pompey, le 9 janvier 2009

La directrice,
M.N. QUENTON

HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3H SANTE DE CIREY SUR VEZOUZE

Avis de concours sur titres interne du 13 janvier 2009 pour le recrutement d'un cadre de santé à l'hôpital local intercommunal 3H Santé de Cirey-sur-Vezouze - décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 modifié

Un concours sur titres est organisé à partir du 1^{er} Avril 2009 à l'Hôpital Local Intercommunal 3H Santé de CIREY-SUR-VEZOUZE (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir :

- 1 poste à l'Hôpital Local Intercommunal 3H Santé

I – CONDITIONS D'INSCRIPTION

Le concours est ouvert aux titulaires du diplôme de cadre de santé, relevant des corps des personnels infirmiers, de rééducation ou médico-techniques, comptant au 1^{er} Janvier de l'année du concours au moins cinq ans de services effectifs dans l'un ou plusieurs de ces corps.

II – RECEPTION ET CLOTURE DES INSCRIPTIONS

Les candidatures, accompagnées d'une lettre de motivation, et des pièces justificatives, sont à adresser sous pli recommandé ou par simple courrier (le cachet de la Poste faisant foi) à :

Monsieur le Directeur
HOPITAL LOCAL INTERCOMMUNAL 3H SANTE
62, Rue Poincaré
54480 CIREY SUR VEZOUZE
Tél. 03.83.76.19.42.

Un délai de deux mois est imparti pour déposer les candidatures
à compter de la publication de cet avis au Recueil des Actes Administratifs.

Cirey-sur-Vezouze le 13 janvier 2009

Le directeur,
J.L. KEMPF

